

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 février 2022

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Service des
Assemblées - Procès verbal de la séance
du 13 décembre 2021 - Approbation

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2022.001

Date de la convocation :

Le 15/02/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

14 MARS 2022

de la réception s/Préfecture
en date du

11 MARS 2022

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SANTAINÉ

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, François ZEMA, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Hassan EL JAZOULI, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Xavier WIIK, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Aline ABRAVANEL à François ZEMA, Alain BERNARD à Marika ROMAN, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

ABSENTS :

Bernard GARNIER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur Xavier WIIK, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 13 décembre 2021.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 13 décembre 2021.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 13 décembre 2021.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 février 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCÈS VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SÉANCE ORDINAIRE DU LUNDI 13 DECEMBRE 2021

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 16h30.

Le conseil communautaire s'est réuni le treize décembre deux mille vingt et un, en séance publique, Espaces du Fort Carré, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire de la ville d'ANTIBES.

Monsieur le Président. - Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Jean-Pierre CAMILLA à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Jean LEONETTI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI

ABSENTS :

Richard THIERY, Denis FERRER, Simone TORRES-FORET DODELIN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du Jour

1. Procès verbaux des séances du 08 octobre et du 08 novembre 2021 - Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire
3. Mise en place d'un stage de responsabilisation destiné aux personnes condamnées pour des faits de violences conjugales - Convention entre la CASA, la Préfecture 06, le Tribunal Judiciaire de Grasse et le SPIP de Grasse-Mougins
4. SCOT-PCAET-PDM et Qualité de l'air - Adhésion 2022 à AtmoSud
5. Compétence Eau potable - Procès verbal de transfert avec la commune de Bouyon
6. Compétence Eau potable - Procès-verbaux de mise à disposition de biens par les communes de Caussols, Gourdon, Le Bar sur Loup, au profit de la CASA - Avenants n°1
7. Approvisionnement en eau potable et Assainissement collectif et non collectif commune de Châteauneuf Grasse - Choix du concessionnaire et approbation du contrat
8. Assainissement des eaux usées et eau potable - Régies autonomes à simple autonomie financière - Charte des personnels de droit privé - Modification
9. Assainissement collectif-non collectif et traitement des eaux usées - Exploitation de la STEP de la commune d'Antibes - Principe de la concession de service public
10. Assainissement collectif et traitement des eaux usées - Exploitation des STEP des communes de Châteauneuf Grasse, Le Bar Sur Loup et Tourrettes sur Loup - Principe de la concession de service public
11. Assainissement collectif - Mesures incitatives pour le raccordement ou la mise en conformité des branchements au réseau d'eaux usées
12. Compétence assainissement des eaux usées - Procès-verbaux de mise à disposition de biens par les communes de Bezaudun, Caussols, Capières, Conségudes, Gourdon, La Roque en Provence et Tourrettes sur Loup, au profit de la CASA - Avenants n°1
13. Compétence assainissement des eaux usées - Procès verbal de transfert avec la commune de Roquefort les Pins- Avenant n°1
14. Régie à simple autonomie financière Assainissement des eaux usées - Retrait du SPANC de la commune de Châteauneuf Grasse - Modification des statuts
15. Délégation des compétences distribution d'eau potable, assainissement des eaux usées et assainissement non collectif à la commune de Châteauneuf Grasse - Convention
16. SPL HYDROPOLIS - Rapport annuel 2020 des administrateurs à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
17. Tarification de l'assainissement commune de Villeneuve-Loubet - Modification
18. SIVOM du Bar sur Loup - Procès verbal de transfert de biens
19. Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur - Modification des statuts du Syndicat Mixte
20. Théâtre Communautaire d'Antibes - Convention de Prestations Intégrées - Avenant N°3
21. Budget Principal - Admissions en Non Valeur
22. Budget Principal - Dotation aux provisions pour dépréciations de créances
23. Rapport quinquennal sur les Attributions de Compensation et le coût d'exercice des compétences - période 2017-2021
24. Actualisation du recueil des tarifs
25. Détermination des Attributions de Compensation de 2022 à 2026
26. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Assainissement" - Décision Modificative n°2
27. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Décision Modificative n°1
28. Budget Principal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
29. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports "Envibus" - Ouverture anticipée des crédits de l'exercice 2022
30. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Assainissement" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

31. Budget Annexe "Assainissement - Activités Délégées" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
32. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Eau" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
33. Budget Annexe "Eau - Activités Délégées" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
34. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
35. Budget Annexe des Pépinières - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
36. Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
37. Budget Annexe "Aménagement des Parcs d'Activité" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
38. Budget Annexe "GeMAPI" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022
39. Accord cadre télétravail - Actualisation
40. Ajustement du tableau des effectifs
41. Autorisations spéciales d'Absence (ASA) - Actualisation
42. Création d'un service commun Aménagement, Environnement et Foncier - Convention cadre de mutualisation
43. Forfait mobilités durables - Mise en oeuvre
44. Heures supplémentaires - Actualisation
45. Mise à disposition du poste de DGA Développement Economique et Aménagement Durable de la CASA auprès de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation
46. Mise à disposition d'un poste de Responsable de gestion "assistance au DGA" à la DGA DEAD de la CASA auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation
47. Mise à disposition d'un poste de Responsable de gestion à la DGA DEAD de la CASA auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation
48. Mise à disposition du poste de Directeur(trice) Adjoint(e) de la Direction foncière de la CASA auprès de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation
49. Mise à disposition du poste de Directeur(trice) de la Direction Aménagement et Environnement de la CASA auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation
50. Mise à disposition du poste de Directeur(trice) de la Direction foncière de la CASA auprès de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation
51. Rapport Social Unique (RSU)
52. RIFSEEP et répertoire des fonctions - Actualisation
53. Règlement des astreintes et indemnités d'intervention - Actualisation
54. Convention de remboursement de frais avec la commune de Gourdon Avenant n°2
55. Accompagnement au changement de comportement - Convention de partenariat avec E3D Environnement - Avenant n°2
56. Politique cyclable - Loi d'Orientation des Mobilités et transports scolaires
57. LNPCA - Demande de création par Ordonnance de l'Etat d'un Etablissement Public Local pour la mise en oeuvre - Adhésion de la CASA
58. Régie Envibus - Protocole d'accord issu des Négociations Annuelles Obligatoires
59. Proposition de mise en place de la gratuité du réseau Envibus pour les fêtes de fin d'année
60. Prise de compétence facultative réseaux de chaleur
61. Collecte de la filière textile - Convention de partenariat avec l'Eco-organisme Refashion
62. Délégation des aides à la pierre - Bilan 2020
63. Groupement SIAO 06 - Renouvellement de l'adhésion et convention de partenariat 2021
64. Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives (CAPEX) - Désignation d'un représentant



1. Procès-verbaux des séances du 08 octobre et du 08 novembre 2021 - Approbation

Monsieur le Président. - L'ordre du jour appelle des délibérations, dont vous verrez que le côté technique rébarbatif est malheureusement nécessaire en cette période de fin d'année, ceci afin d'ajuster à la fois les transferts des compétences et les financements nécessaires pour y parvenir.

Je vous propose tout d'abord d'approuver les procès-verbaux des séances du 8 octobre et du 8 novembre 2021 dont vous avez eu connaissance. Avez-vous des remarques particulières ? Il n'y a pas de remarque particulière, je procède donc au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire

Monsieur le Président. - Nous continuons avec le compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire dont vous avez eu connaissance. Le Bureau communautaire a pris toutes les décisions à l'unanimité.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

3. Mise en place d'un stage de responsabilisation destiné aux personnes condamnées pour des faits de violences conjugales - Convention entre la CASA, la Préfecture 06, le Tribunal Judiciaire de Grasse et le SPIP de Grasse-Mougins

Monsieur le Président. - Nous passons à la cohésion sociale, et la politique de la ville. C'est une délibération très intéressante présentée par Kevin LUCIANO.

M. Kevin LUCIANO. - Monsieur le Président, mes chers collègues, cette délibération a trait à une convention relative à l'organisation de stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple. Il existait déjà une convention qui s'inscrivait en présentiel, c'est-à-dire avant le rendu d'une décision de justice. Désormais, ce dispositif vient compléter le dispositif déjà existant, mais cette fois avec une convention qui concerne le postsentenciel, c'est-à-dire une fois la décision rendue. Il s'agit bien entendu de sensibiliser les auteurs de violences au sein du couple à l'importance du respect du principe d'égalité homme femme, et naturellement à avoir un comportement conforme à nos lois. À travers ce stage de responsabilisation, une rééducation est faite par le biais de deux demi-journées de formation. Nous vous proposons :

- D'approuver les termes de la convention que vous trouverez en pièce jointe.
- D'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et les documents relatifs à sa bonne exécution.
- D'autoriser également le Président à solliciter toute subvention utile dans ce cadre.
- D'imputer les recettes correspondantes sur le chapitre 74, et plus particulièrement sur le compte 74-78.

Monsieur le Président. - Merci M. LUCIANO. Ce dispositif est intéressant, car nous constatons que la plupart des femmes qui meurent sous les coups de leurs conjoints ont déjà déposé plainte pour des situations de violence. Nous devons éviter plus que jamais la récurrence dans ce domaine. La méthode proposée aujourd'hui par M. LUCIANO n'est pas une méthode alternative à

la sanction, elle est complémentaire à la sanction. En effet, au regard des statistiques actuelles, nous constatons que nous sommes à 6 % de récidive sur les personnes bénéficiant de cette démarche, par rapport à 10 % sur le plan national. Nous devons continuer à mener cette expérimentation, tout en ayant une action sur les primo-délinquants qui sont ceux qui obtiennent, après ces stages de formation, de meilleurs résultats. C'est un sujet complexe et malheureusement national, sur lequel la CASA doit jouer tout son rôle, en dehors des sanctions indispensables, en dehors de l'accueil des femmes dont M. LUCIANO vous a déjà présenté *L'accueil des femmes battues sur le territoire de la CASA*, un dispositif qui a toujours existé et qui se développe. Il faut donc que nous ayons une démarche complémentaire, et à mon avis utile.

Ce sont les raisons pour lesquelles je vous demande votre approbation.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Je vous remercie.

4. SCOT-PCAET-PDM et Qualité de l'air - Adhésion 2022 à AtmoSud

Monsieur le Président. - Nous passons à la délibération présentée par Lionnel LUCA, et qui porte sur l'environnement et la biodiversité.

M. Lionnel LUCA. - Je vous remercie Monsieur le Président. Il s'agit pour nous d'adhérer à AtmoSud dont nous avons déjà parlé. AtmoSud est une association agréée par le ministère de l'Environnement qui mesure et surveille la qualité de l'air. Dans le cadre de la révision du SCoT qui intègre le Plan Climat Air Énergie Territoriale, et aussi le PDM, il nous est indispensable d'avoir un outil d'appréciation de la qualité de l'air. Cette association fait les analyses, apporte son assistance, et elle peut aussi en fonction de nos besoins nous orienter, et nous apporter une logistique technique.

Pour toutes ces raisons, il vous est proposé d'adhérer à AtmoSud ; cette adhésion permettra aussi d'aider l'association qui joue un rôle très important, d'une manière générale. Le montant de cette adhésion est de 41 436 € pour l'année, sachant que d'une année sur l'autre, en fonction du renouvellement de cette convention, nous pouvons réexaminer les besoins et les attentes qui sont les nôtres. Il vous est donc demandé d'approuver cette convention, ce dont je ne doute absolument pas.

Monsieur le Président. - M. LUCA a raison de ne pas douter.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

5. Compétence Eau potable - Procès-verbal de transfert avec la commune de Bouyon

Monsieur le Président. - Nous allons passer à la longue délibération de M. CESARO que je remercie, une fois de plus, de s'occuper de ce sujet extrêmement complexe de l'eau et de l'assainissement, compte tenu des transferts de compétences qui s'imposent des communes à la Communauté d'agglomération.

M. Joseph CESARO. - Je vous remercie, Monsieur le Président. Le rapport n° 5 concerne le procès-verbal de transfert avec la commune de Bouyon. Le service de contrôle de légalité de la sous-préfecture de Grasse a émis une lettre d'observations au civique préconisant la signature d'un procès-verbal tripartite entre la commune, la CASA, et le syndicat. Dans ces conditions, un procès-verbal de mise à disposition tripartite a été établi, et nous vous demandons de l'approuver. Ce procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de leur remise en état. Il pourra évidemment faire l'objet d'avenants si des recensements devaient être

affinés. Il vous est proposé dans ce cadre d'approuver le procès-verbal tripartite, et de m'autoriser à signer ledit procès-verbal.

Monsieur le Président. - Cette délibération est technique et administrative. Je vous propose de l'adopter.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Je vous remercie.

6. Compétence Eau potable - Procès-verbaux de mise à disposition de biens par les communes de Caussols, Gourdon, Le Bar-sur-Loup, au profit de la CASA - Avenants n° 1

M. Joseph CESARO. - Dans la même veine que la délibération précédente, un état complémentaire des biens mis à disposition par les communes de Caussols, Gourdon, Le Bar-sur-Loup, au profit de la CASA pour l'exercice de la compétence eau potable a été réalisé. Il convient de prendre en compte l'état de l'actif et de sa valeur comptable réelle. Nous avons établi pour chacune des communes concernées un avenant n° 1. Il s'agit d'approuver ces trois avenants qui vous ont été communiqués.

Monsieur le Président. - Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

7. Approvisionnement en eau potable et Assainissement collectif et non collectif commun de Châteauneuf-Grasse - Choix du concessionnaire et approbation du contrat

Monsieur le Président. - Nous passons à la délibération n° 7 avec un choix de concessionnaire, et une amélioration significative du prix de l'eau, à la suite de cette négociation.

M. Joseph CESARO. - Le 5 juillet 2021, le Conseil communautaire a autorisé la CASA à recourir à une DSP pour la commune de Châteauneuf-Grasse concernant l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement collectif et non collectif. Dans le cadre de la procédure de mise en concurrence, un avis de concession et un avis rectificatif ont été publiés le 21 juillet, et le 19 août 2021 par la CASA. La CASA a ainsi lancé une procédure de publicité et de mise en concurrence ouverte tendant à l'attribution d'un contrat de concession de service public de distribution d'eau potable, de service public de collecte des eaux usées, et de service public d'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Châteauneuf - Grasse. Par ailleurs, nous aurons, sur ce dernier point, une délibération complémentaire qui concernera la Régie.

Il est proposé de retenir l'offre de la société Suez Eau France, d'approuver le contrat de concession de service public, ainsi que ses annexes, et d'autoriser le Président à signer ledit contrat.

Monsieur le Président. - Tout cela avec l'accord bien sûr du maire de Châteauneuf.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

8. Assainissement des eaux usées et eau potable - Régies autonomes à simple autonomie financière - Charte des personnels de droit privé - Modification

Monsieur le Président. - Concernant la délibération n° 8, pour compléter la complexité de la situation, nous avons des personnes de droit public et des personnes de droit privé.

M. Joseph CESARO. - Une charte pour les personnes de droit privé qui seront recrutées par la Régie de l'eau et de l'assainissement a été approuvée en 2019. Il est proposé aujourd'hui de modifier cette charte :

- En prenant en compte les évolutions relatives au congé de paternité et d'accueil de l'enfant.
- En fixant la valeur du point.
- En créant un compte épargne temps pour les salariés, dans les mêmes conditions de création et d'alimentation que pour les agents territoriaux.
- En modifiant certains coefficients métier.

Il vous est proposé d'approuver la charte modifiée des personnes de droit privé, des Régies à simple autonomie financière, des services publics relatifs à l'eau et à l'assainissement, dont le projet a été joint en annexe.

Monsieur le Président. - Nous passons au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

9. Assainissement collectif-non collectif et traitement des eaux usées - Exploitation de la STEP de la commune d'Antibes - Principe de la concession de service public

M. Joseph CESARO. - Depuis le transfert de compétences, la CASA s'est substituée à la ville d'Antibes en qualité d'autorité délégante dans l'exercice du contrat de DSP avec Veolia pour la gestion de la STEP d'Antibes, et du Centre. La fin de la concession arrivant au 31 décembre 2022, le Conseil communautaire doit se prononcer sur le choix du futur mode de gestion. Le rapport annexe fait le point sur cette question au regard des éléments suivants :

- Le contrat est envisagé pour 10 ans, pour un montant de 48 millions d'euros.
- Avec des travaux concessifs à hauteur de 6 millions d'euros.
- Avec des travaux de renouvellement à hauteur de 800 000 € par an.

Nous avons obtenu un avis favorable de la Commission consultative des services publics locaux le 19 novembre 2021, et du Comité technique le 15 novembre 2021.

Mme Michèle MURATORE. - Comme cette délibération concerne plus particulièrement la ville d'Antibes, je voudrais intervenir. Il est à noter que ni pour le Conseil communautaire du 8 novembre, ni pour ce Conseil communautaire, ni pour la CCSPL d'Antibes, ni pour le Conseil municipal de vendredi prochain nous n'avons pu, malgré plusieurs demandes, être destinataires du rapport du délégataire pour l'année 2020.

Il est donc difficile de se positionner sur le choix du mode de gestion, sachant que le bilan de la gestion précédente doit être fourni. Le rapport de cette délibération présente un bilan très succinct. Il est à noter que lors de la CCSPL plusieurs remarques ont été faites, alors qu'elles n'apparaissent pas dans le procès-verbal. Après ce préalable, la délibération composée aujourd'hui appelle plusieurs remarques.

Vous demandez un contrat de concession unique pour le traitement des eaux usées par une station d'épuration et le SPANC. Pour nous, les deux devraient être traités séparément.

Sur la station d'épuration, nous comprenons que cette unité soit compliquée à exploiter, il est toujours très compliqué de revenir en Régie lorsque l'outil a été longtemps géré en DSP ; nous

pourrions donc accepter la DSP. Mais nous retrouvons toujours l'argument de la compétence du personnel. Or, la compétence serait là puisque le personnel serait repris, et nous pouvons penser que le personnel de la CASA a quelques compétences !

Un autre argument inacceptable est que l'exploitation par le privé permettra, je cite : « ... *de garantir la qualité du service rendu aux usagers...* » Donc, l'exploitation par la CASA ne pourrait pas garantir cette qualité. Que vous préféreriez donner ce service en gestion privée, c'est votre position, pourquoi pas ! Mais n'utilisez pas des arguments fallacieux inacceptables !

Selon nous, plusieurs points devraient être pris en compte pour le futur délégataire dans le cahier des charges.

1. Vous reconnaissez ce que nous disons depuis le début de ces DSP, à savoir que les frais de structure, appelés aussi frais de siège, sont trop élevés par rapport au contrat. Nous ne pouvons pas tolérer que ce soit compensé par un moindre coût des autres charges par rapport au prévisionnel, non ! Si les charges sont moindres que le prévisionnel, nous pourrions dire que c'est lié à une bonne gestion, si le service rendu est de qualité. Il n'est pas acceptable d'imputer la différence aux charges de siège, le délégataire compense. Vous écrivez que le CARE ne reflète pas de manière exacte l'économie du contrat. Nous le disons depuis le début de cette DSP !
2. Sur le problème des boues et des sables qui partent dans les Bouches-du-Rhône, il serait quand même moins onéreux, moins impactant écologiquement, de disposer d'une aire de compostage pour la CASA, ou au moins dans le département.
3. Les graisses sont stockées, mais nous ne pouvons les stocker indéfiniment. Un traitement doit être mis en œuvre, et nous n'avons aucune information sur ce point. Il ne sera donc rien demandé au délégataire.
4. Sur le plan des travaux, le problème de l'émissaire en mer est connu depuis même avant cette DSP qui se termine. Il était indiqué que ces travaux, pas forcément très urgents, devaient être programmés. Ils ne l'ont pas été en dix ans, ils deviennent donc maintenant urgents. Il est indiqué dans le rapport que la CASA pouvait prendre à sa charge ces travaux, et il est précisé sur une autre page qu'il sera demandé au nouveau délégataire d'assurer ces travaux. Il faudrait être clair dans le cahier des charges, car ces travaux sont maintenant indispensables et urgents.
5. Nous demandons depuis longtemps que les eaux sorties de l'usine soient réutilisées pour les lavages des rues, et l'arrosage des espaces verts. Tous les ans, il nous est répondu que c'est à l'étude. Une année, il nous a même été dit, que les services n'avaient pas eu le temps de faire l'étude. Cette récupération est indispensable pour économiser la ressource. Il est inadmissible de nettoyer les rues et d'arroser les espaces verts avec de l'eau potable ! Ce point doit être mentionné dans le cahier des charges de la DSP, ne serait-ce que pour respecter le règlement européen du 25 mai 2020.
6. Le dossier remis au Conseil communautaire doit comprendre l'étude comparative des différents modes de gestion. La SPL HYDROPOLIS n'est citée qu'accessoirement, je cite : « ... *elle pourrait être mobilisée...* » La gestion par la SPL devrait donc être analysée comme les autres modes de gestion possibles en termes d'avantages et d'inconvénients.
7. Il est fait mention d'une éventuelle part fixe pour l'épuration. Nous rappelons notre position à une part fixe socialement injuste. Si vous voulez faire payer les résidences secondaires, il suffit d'augmenter la taxe d'habitation, il y a encore de la marge. Les usagers les plus précaires, les plus économes seront pénalisés par cette part fixe, d'autant plus que vous venez d'en faire voter une pour la collecte des eaux usées.

8. En ce qui concerne le SPANC, pour nous ce service devrait être assuré en Régie. Il s'agit d'un problème de santé publique et de protection de l'environnement, nous ne pouvons pas le déléguer au privé. Le seul avantage serait le prix, et pour nous c'est un élément parmi d'autres.
9. Nous avons plusieurs remarques sur la gestion présente qui imputera la gestion suivante. Pendant toute cette délégation, il a été impossible de connaître le nombre et l'âge des installations. Nous sommes contents d'apprendre que le futur délégataire devra fournir un recensement des habitations équipées d'un assainissement non collectif. Cocasse ! En dix ans, le précédent délégataire n'a pas pu le faire. Le premier contrat n'est même pas terminé, et nous ne pouvons pas savoir combien il reste d'installations à contrôler. Le rapport ne cite même pas ce premier contrôle, il n'existerait plus. Pourtant, il reste encore des installations à contrôler. Sollicitez la vérification périodique ! Il y a pourtant des problèmes de rejet, comme les eaux de baignade de la plage des Ondes ; l'on nous dit souvent qu'il s'agit du rejet d'une installation.
10. Dans le dossier, il n'y a qu'une seule analyse comparative de différents modes de gestion pour les deux services. Il devrait y avoir une analyse distincte pour chaque service. Là encore, la reprise du personnel du délégataire est citée comme un inconvénient. Un avantage de la DSP citée, des économies d'échelle. Mais nous avons vu que les frais de siège étant surévalués, il n'y a pas d'économie.
11. Je vais voter contre. D'une part, cette délibération comprend les deux services avec un seul délégataire. Et d'autre part, la gestion par la SPL n'est pas analysée. Pour moi, pourquoi pas la station en DSP, mais la gestion par la SPL HYDROPOLIS devrait être analysée. Par contre, nous refusons le SPANC, la CASA devrait garder la gestion en Régie. Il s'agit, comme je le disais, d'un problème de santé publique et de protection de l'environnement.
12. Il semblerait que le schéma directeur d'assainissement soit enfin programmé avec un cofinancement du Département. Cet outil est indispensable pour enfin élaborer un programme pluriannuel des actions destinées à améliorer la connaissance, la gestion et le fonctionnement du système d'assainissement. Là encore, c'est la loi. Merci.

Monsieur le Président. - Mme MURATORE, ce n'est pas en affirmant des choses, et des choses qui sont des contre-vérités que cela fonctionne. La première des choses est qu'il n'est pas vrai que vous n'avez pas reçu le rapport du délégataire. Vous l'avez reçu, comme tout le monde, avec le Conseil communautaire. Ne commencez pas par dire que vous n'avez pas d'informations, car s'il y a bien une marque de fabrique de la ville d'Antibes et de la CASA, c'est la transparence. Et tous les membres du conseil, tous les conseillers municipaux de chaque ville, par l'intermédiaire du maire ou de la CASA, ont le droit de connaître toutes les informations. Vous les avez reçues !

Deuxièmement, vous présentez la chose de façon très ambiguë en disant que nous préférons donner au privé, plutôt qu'au public. Comment s'appelle la loi sur la délégation de service public ? Elle s'appelle la loi Sapin, et elle a été mise en place, il me semble, par un ministre socialiste. Et s'il l'a fait, il l'a fait avec une situation dans laquelle nous mettons en évidence une délégation de service public, mais nous pouvons aussi revenir en Régie. Je vous citerai deux ou trois exemples parmi lesquels celui de la ville d'Antibes qui a lancé une délégation de service public, pour constater ensuite que cela s'avérait insuffisant ou infructueux. Elle est alors passée en Régie, comme l'Azur Aréna, la gestion de l'Office du tourisme ou du Palais des congrès. Dans ces conditions, effectivement, nous avons une évaluation d'un dispositif privé, une évaluation du dispositif en service public, et ensuite nous comparons les deux.

Vous avez l'air de dire, au fond, que nous ne préservons pas les plus modestes. Mais lorsque vous dites que le prix n'est qu'un des éléments intéressants dans le SPANC et dans l'assainissement, mais de qui se moque-t-on ! Aujourd'hui, une personne qui fait vérifier sa fosse septique paye 30 €, car pour la ville d'Antibes cette prestation est incluse dans la délégation de service public. Mais, lorsque la Régie était en place, le prix était de 150 €. À votre avis, quel est le meilleur prix, 30 € ou 150 € ? Je pense qu'imposer au privé, en dehors de ce qui est plus rentable comme une STEP, nous lui imposons de faire aussi le contrôle des SPANC, et de le faire à un prix qui est cinq fois inférieur au prix de la Régie, et cela bénéficie aux plus modestes.

Vous dites que nous ne devons pas mettre de part fixe. Mais oui, nous devons poser une part fixe ! S'il y a une part fixe alors que vous avez des résidences secondaires, cette part fixe est payée par une communauté beaucoup plus large, lorsque vous avez près d'un quart ou d'un tiers de résidence secondaire. Cela allège donc la charge des plus modestes, et cela allège tellement la charge des plus modestes que le prix de l'eau à Antibes est à 1,46 € du m³. Je ne vais pas faire de comparaison avec les métropoles voisines ou avec les communautés voisines, mais c'est généralement deux fois plus. Et je rappelle que nous avons récemment constaté que c'était le prix de l'eau le plus bas de France. Donc, si nous procédons par le biais d'un délégataire, même s'il a des frais de siège, nous avons la mutualisation des moyens. Et grâce à cette mutualisation, si le délégataire propose un prix et un service équivalents ou supérieurs au prix en Régie, je ne vois pas pourquoi la population n'en bénéficierait pas. La preuve, c'est que nous venons de sortir d'une délégation de service public sur la commune de Châteauneuf, et nous constatons qu'à la suite de la délégation de service public, le prix a baissé. Donc, l'intérêt de faire des délégations de service public ne nous oblige pas à concéder au privé. Le privé nous fait une proposition, et à côté nous avons une proposition de nos services qui sont effectivement compétents. Nous constatons que le service rendu et le prix sont inférieurs à celui que nous pourrions faire en Régie, car la Régie est autonome, sans possibilité de mutualisation, alors que la mutualisation du privé, composée d'entreprises nationales et internationales, bénéficie au système.

Je rappelle que ce système a aussi une capacité de dépollution, après les travaux effectués, de 245 000 habitants. Cela permet d'absorber le bassin versant de la ville de Biot, d'absorber aussi les hausses de fréquentation pendant les périodes qui connaissent une augmentation de la population, comme en période estivale.

Concernant le problème du rejet en mer, vous me posez la question de savoir qui doit le faire, la CASA ou la délégation de service public. Nous avons installé un système de désinfection supplémentaire qui n'est pas spécifié dans le contrat initial, mais qui le sera dans le prochain. C'est la raison pour laquelle le coût est assumé pour une année par la Communauté d'agglomération, mais l'année prochaine ce coût sera inclus dans le contrat. L'objectif est de proposer à nos habitants la meilleure qualité de l'eau, pour le meilleur prix. Je ne suis pas dogmatique dans ce domaine, et j'ai l'impression que vous l'êtes un peu... Vous voulez absolument la Régie, mais vous voulez aussi que le SPANC soit en Régie, même si lorsque le SPANC était en Régie, il coûtait 150 € par contrôle. Pourquoi ? Car il y avait trois agents, et il suffisait qu'il y ait un agent en arrêt maladie pour que votre effectif soit en difficulté. Si vous le confiez à un délégataire privé, celui-ci est obligé de mettre en permanence trois agents, et donc le coût s'en trouve diminué. C'est assez inadmissible, vous avez utilisé ce mot plusieurs fois, de considérer que la DSP est une mesure qui favorise le privé. C'est une mesure qui met en concurrence le public et le privé sur des domaines différents.

De plus, dire que vous n'avez pas reçu le rapport du délégataire signifie vraisemblablement que « vous avez des problèmes avec la poste. »

Lorsque vous dites que les boues vont ailleurs, je vous rappelle que les boues sont à la charge du délégataire. Si nous étions en régie, vous devriez payer les transferts de boues, alors que dans cette situation, il revient au délégataire de gérer ce problème.

Enfin, il existe un savoir-faire à l'intérieur de l'espace de la STEP d'Antibes, mais ce savoir-faire est commun à d'autres endroits. Et s'il existe un déficit sur la STEP d'Antibes, le délégataire a l'obligation de le compenser. Quand il y a un problème sur les eaux, deux solutions s'imposent :

- Se mettre en Régie partout et augmenter le coût, et de ce fait augmenter les taxes.
- Ou bien nous essayons d'avoir le meilleur coût pour le meilleur service, et nous testons la délégation de service public. Et si la délégation de service public ne répond pas à nos attentes, nous passons en Régie.

Il n'y a pas de situation bloquée dans ce domaine.

Je rappelle que dans ce mandat, 24 millions de travaux ont été effectués par le délégataire dans le cadre de sa délégation de service public, avec le prix de l'eau le plus bas de France. Cela veut bien dire que si nous avions 24 millions dans le budget à mettre en plus dans le budget futur, et bien nous déséquilibrerions davantage l'eau et l'assainissement. Et nous déséquilibrerions non seulement la ville d'Antibes, mais aussi la Communauté d'agglomération. Alors, permettez-moi de dire que nous aurons comme d'habitude une délégation de service public exigeante, et que si elle est meilleure que le service en régie, nous choisirons la délégation de service public, loi Sapin.

Sur ces éléments, ayant entendu la proposition de Mme MURATORE de ne pas voter la délibération, je la sou mets au vote.

Qui est contre ? 1

Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

10. Assainissement collectif et traitement des eaux usées - Exploitation des STEP des communes de Châteauneuf-Grasse, Le Bar-sur-Loup et Tourrettes-sur-Loup - Principe de la concession de service public

Monsieur le Président. - Mme MURATORE, si vous êtes conseillère communautaire, si vous êtes contre les STEP en DSP, il faut voter contre tout, et pas uniquement contre celle d'Antibes, pour avoir un peu de cohérence. Nous passons donc à la délibération numéro 10.

M. Joseph CESARO. - De la même manière que la délibération précédente que nous venons de voter, les contrats des STEP des communes de Châteauneuf-Grasse, Le Bar-sur-Loup et Tourrettes-sur-Loup viennent à échéance.

- Châteauneuf-Grasse : le contrat est arrivé à échéance le 30 septembre 2021. Pour continuer le service, il existe un accord-cadre signé, par année, avec Suez.
- Le Bar-sur-Loup : le contrat d'exploitation arrive à échéance le 31 mars 2023.
- Tourettes-sur-Loup : le contrat arrivait à échéance le 31 mars 2020, et un accord-cadre de continuation d'exploitation a été signé avec Suez, renouvelable tacitement chaque année.

Nous souhaitons donner ces trois STEP en gestion unique sur un contrat de délégation de service public. Ce contrat, d'une durée de sept ans, a un budget de 2 millions d'euros, avec 580 000 € de travaux concessifs, et 30 000 € de travaux de renouvellement par an. Les avis des Comités techniques du 15 novembre, ainsi que celui de la Commission consultative des services publics locaux du 19 novembre sont favorables. Il vous est donc demandé d'approuver :

- Le recours à un contrat de concession de service public pour la gestion du service public d'assainissement collectif relatif au traitement des eaux usées pour les communes de Châteauneuf-Grasse, le Bar-sur-Loup, Tourettes-sur-Loup, dans les conditions de durée et les modalités proposées dans les rapports.
- Le périmètre de la concession et le contenu des caractéristiques des prestations.

Monsieur le Président. - Nous passons au vote. Nous avons dans cette délibération un regroupement, et nous devrions avoir des offres significativement efficaces.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

11. Assainissement collectif - Mesures incitatives pour le raccordement ou la mise en conformité des branchements au réseau d'eaux usées

M. Joseph CESARO. - Cette délibération concerne le raccordement ou la mise en conformité des branchements au réseau d'eaux usées. Il arrive que des administrés oublient leurs obligations, et afin de les persuader d'agir rapidement, il vous est proposé une mesure incitative, à savoir la majoration de 100 % de la redevance. Évidemment, cette mesure incitative sera accompagnée d'un certain nombre de démarches, de relances, afin qu'elle ne soit jamais appliquée. Elle doit être une mesure véritablement incitative. Il vous est proposé :

- D'approuver les modalités ci-avant, en cas d'absence de raccordement à l'issue du délai réglementaire, ou en cas de défaut de conformité du raccordement.
- D'autoriser le Président délégué à l'Assainissement à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de cette présente délibération.

Monsieur le Président. - Dans cette situation, nous sommes sur une mesure incitative, mais nous avons quelquefois des mesures pénalisantes, car la responsabilité individuelle s'associe à la responsabilité collective de respect de l'environnement. Effectivement, dans cet assainissement collectif les mesures incitatives pour le raccordement sont de mises, et je pense qu'elles nous permettront d'avoir une meilleure conformité. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne.

12. Compétence assainissement des eaux usées - Procès-verbaux de mise à disposition de biens par les communes de Bezaudun, Caussols, Cipières, Conségudes, Gourdon, La Roque-en-Provence et Tourrettes-sur-Loup, au profit de la CASA - Avenants n° 1

M. Joseph CESARO. - Il a été constaté sur l'ensemble de ces communes des distorsions entre le procès-verbal de départ sur la mise à disposition des biens, et la réalité sur le terrain. Un avenant a été rédigé pour chacune de ces communes permettant d'adapter la réalité du terrain à l'état des procès-verbaux. Nous vous demandons d'approuver l'avenant n° 1 pour chacune de ces communes.

Monsieur le Président. - Nous entrons dans le cadre des transferts de biens.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

13. Compétence assainissement des eaux usées - Procès-verbal de transfert avec la commune de Roquefort-les-Pins- Avenant n° 1

M. Joseph CESARO. - Cette délibération concerne un sujet particulier. La commune de Roquefort-les-Pins avait mis une parcelle (CC-022) à disposition de la CASA pour développer des réseaux d'assainissement. Il y a eu une révision du plan de division foncière de cette parcelle. Elle a été divisée en sept parcelles, dont trois parcelles ont été utiles à la CASA pour développer le réseau d'assainissement ; il en reste 13. L'article 6 indique qu'en cas de désinfection totale ou partielle des biens mis à disposition, la ville de Roquefort-les-Pins recouvrera l'ensemble des droits et obligations sur lesdits biens. Nous vous proposons l'avenant n° 1 ayant pour objet la modification du procès-verbal établi entre la commune de Roquefort-les-Pins, et la CASA, dont le projet est joint en annexe, pour leur rendre les 13 parcelles considérées, et de m'autoriser à signer ledit avenant.

Monsieur le Président. - Je propose cette délibération à votre approbation.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

14. Régie à simple autonomie financière Assainissement des eaux usées - Retrait du SPANC de la commune de Châteauneuf-Grasse - Modification des statuts

M. Joseph CESARO. - Dans la délibération qui nous allons indiquer que le SPANC fera partie de la délégation de service public concernant l'assainissement pour la commune de Châteauneuf-Grasse. Actuellement, cette commune est gérée pour le SPANC en Régie ; il convient donc de modifier les statuts de la Régie pour tenir compte de ce départ. Nous vous demandons d'approuver les nouveaux statuts de la Régie chargée du service public assainissement, dont le projet est joint en annexe.

Monsieur le Président. - C'est une délibération équivalente à ce qui se passe sur Antibes. Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne. Je vous remercie.

15. Délégation des compétences distribution d'eau potable, assainissement des eaux usées et assainissement non collectif à la commune de Châteauneuf-Grasse - Convention

M. Joseph CESARO. - Nous avons déjà délibéré sur les conventions de ce type pour la même commune. Cependant, nous avons connu quelques péripéties, notamment le contrôle de légalité de la sous-préfecture de Grasse qui a émis quelques observations dans une lettre sur la convention qui avait été prévue. Une nouvelle convention a été établie, et il s'agit maintenant de la rendre effective.

- Il vous est proposé tout d'abord d'abroger les délibérations n° CC.2020.248 et CC.2020.252 relatives aux conventions de délégation des compétences collectées.
- D'approuver la demande de la commune de Châteauneuf-Grasse en date du 29 juin 2020 de se voir déléguer la collecte des eaux usées et l'assainissement non collectif des eaux usées, composantes de la compétence générale assainissement des eaux usées, et de la distribution de l'eau potable.
- D'approuver la convention de délégation des compétences collectées des eaux usées et assainissement non collectif à intervenir entre la CASA et la commune de Châteauneuf-Grasse, et d'autoriser le Président à signer ladite convention.

Monsieur le Président. - Est-ce que c'est le même vote ? C'est le même vote. Je vous remercie.

16. SPL HYDROPOLIS - Rapport annuel 2020 des administrateurs à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

M. Joseph CESARO. - Il s'agit d'étudier le rapport d'HYDROPOLIS pour l'année 2020. L'année 2020 a été marquée par plusieurs épisodes :

- Le changement de gouvernance en raison des élections.
- La crise de la Cryptosporidium.
- Le COVID qui a perduré.
- La préparation en gestion du départ de la commune de Biot, qui à l'issue des élections a souhaité se retirer de la société HYDROPOLIS.

Le bilan de la société pour l'année 2020 est assez mitigé, compte tenu de l'ensemble des épisodes que je vous ai indiqués. Nous constatons, au cumul, une perte de 74 000 € répartie suivant les cinq contrats :

- L'eau pour Valbonne avec une perte de 84 000 €.
- L'assainissement pour Valbonne, avec une perte de 11 000 €.
- L'eau pour le Bar-sur-Loup, avec un bénéfice de 38 000 €.
- L'assainissement pour le Bar-sur-Loup, avec une perte de 9 000 €.
- L'assainissement pour Biot, avec une perte de 8 000 €.

C'est un constat en demi-teinte. Je pense que le rapport fait état d'un effort important sur les ressources humaines, en passant de 13 à 10 emplois. Malgré tout, la situation était très favorable avec un résultat net cumulé pour les années antérieures de 515 000 € de bénéfices. À ce jour, nous sommes sur une marge bénéficiaire de 432 000 €. La société est en bonne forme, malgré cette année en demi-teinte.

Monsieur le Président. - Très bien.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne, je vous remercie.

17. Tarification de l'assainissement, commune de Villeneuve-Loubet - Modification

M. Joseph CESARO. - Le 8 novembre, nous avons acté un certain nombre de tarifs pour des communes sur lesquelles nous recherchions l'équilibre. Il s'avère que quelques éléments n'avaient pas été pris en compte pour la commune de Villeneuve-Loubet. Nous nous sommes tournés auprès du maire pour investiguer, et trouver un meilleur équilibre sur les tarifs. Nous avons donc réécrit ces tarifs :

- Part fixe à 29 €,
- Tranche 0-120 à 1,44 (identique à l'actuelle),
- Légère augmentation sur les trois autres tranches à 1,58.

Nous vous demandons d'approuver l'application des tarifs au 1^{er} janvier 2022.

Monsieur le Président. - Est-ce que c'est le même vote ?

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne. Je vous remercie.

18. SIVOM du Bar-sur-Loup - Procès-verbal de transfert de biens

M. Joseph CESARO. - Il s'agit simplement de constater le transfert de biens du SIVOM, au profit de la CASA. Nous avons réalisé un état des lieux, et nous vous demandons d'approuver le procès-verbal de cet état des lieux, et d'autoriser le vice-président à signer ledit procès-verbal.

Monsieur le Président. - Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée. Après ces délibérations complexes portées par M. CESARO, nous passons à une délibération un peu plus simple présentée par Jean-Bernard MION.

19. Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur - Modification des statuts du Syndicat Mixte

M. Bernard MION. - Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Cette délibération est beaucoup plus légère. Le Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur s'est réuni. Les membres ont souhaité modifier leurs statuts sur trois points principaux.

Point 1 : La possibilité d'organiser les comités syndicaux « bureau et autres » en visioconférence, ce qui est une bonne chose aujourd'hui, et de se déplacer pour faire des sessions au plus près de leurs délégués.

Point 2 : Demande faite de la région sud de la suppression de la clause d'indexation des cotisations.

Point 3 : La possibilité pour le parc de coopérer avec d'autres collectivités, notamment le SMIAGE. Cela me paraît effectivement important aujourd'hui, et très intéressant.

Il est demandé au Conseil d'approuver ces modifications statutaires, d'autoriser le versement de la cotisation 2022, et de signer tous documents en vertu de cette délibération. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Je suppose que Monsieur le Président MELE est d'accord. Nous passons à la délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

20. Théâtre Communautaire d'Antibes - Convention de Prestations Intégrées - Avenant N° 3

M. Michel ROSSI. - Merci, Monsieur le Président. Il s'agit de la gestion du service public du Théâtre Communautaire d'Antibes qui est une société publique locale, avec laquelle nous avons une convention de prestations intégrées de gestion et d'exploitation. Cette convention, dans sa dernière version, était passée pour une période allant jusqu'au 31 août 2020. Nous avons eu un premier avenant qui a repoussé la convention, puis un second qu'il l'a repoussée au 31 décembre 2021. La présente délibération a pour objet de repousser une troisième fois cette convention jusqu'au 30 juin 2022 pour poursuivre l'analyse des relations entre la SPL et la CASA, les pistes d'évolution, notamment en fonction d'une forte reprise de la fréquentation, et compte tenu d'un contexte compliqué sur le plan sanitaire. Nous vous demandons de repousser cette convention de 6 mois environ.

Monsieur le Président. - Vous le savez tous, le théâtre Anthéa a connu des fréquentations « plus ou moins » chaotiques, avec un arrêt complet, suivi de quelques manifestations, et aujourd'hui d'un retour de jauge. C'est la raison pour laquelle ces prestations intégrées doivent évoluer en fonction de la saison qui n'est pas calquée sur le calendrier de janvier à décembre. Je vous propose cet avenant n° 3.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Nous passons aux finances, et c'est bien sûr le grand financier Gérald LOMBARDO, maire du Rouret, qui va nous présenter ces délibérations, qui ont effectivement « un goût de trésor ».

21. Budget Principal - Admissions en Non-Valeurs

M. Gérald LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président, me voilà grand argentier... Cette première délibération concerne les admissions en non-valeur. Je précise cependant que de 2003 à 2018, nous avons quelques admissions en non-valeur qui ne disparaîtront pas complètement du recouvrement qui sera diligenté. Néanmoins, aujourd'hui, il convient d'admettre que nous sommes dans la difficulté de récupérer un volume de factures émises par la Communauté d'agglomération, de 2003 à 2018, à hauteur de 9 336,64 €. Il vous est demandé d'accepter la demande d'admission en non-valeur formulée par Monsieur le trésorier, qui en difficulté revient vers nous pour le libérer.

Monsieur le Président. - Ces créances seront irrécupérables 15 ans après, elles sont considérées par le trésorier comme éteintes juridiquement.

Qui est contre ? Personne

Qui s'abstient ? Personne.

22. Budget Principal - Dotation aux provisions pour dépréciations de créances

M. Gérald LOMBARDO. - Il convient dans le cadre de ces dotations pour provision sur créances douteuses de mettre en réserve 15 % du montant des sommes restant à recouvrer sur le budget principal. C'est une démarche qui est demandée par la législation et par le trésorier-payeur. Par conséquent, il convient pour ces créances douteuses d'inscrire dans notre budget une dotation aux provisions à hauteur de 41 174,97 €.

Monsieur le Président. - Vous l'avez bien compris, ces créances ne sont pas douteuses dans leur démarche, elles sont bien dues. Mais le doute, au-delà de deux ans, est de pouvoir les récupérer. La démarche est un peu différente de la démarche sur les créances éteintes, juridiquement. Je vous demande votre approbation, après avoir vu la demande du trésor public de procéder ainsi.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

23. Rapport quinquennal sur les Attributions de Compensation et le coût d'exercice des compétences - période 2017-2021

Monsieur le Président. - Avant que M. LOMBARDO ne prenne la parole sur les délibérations qui vont s'échelonner, je voudrais rappeler que les transferts des communes à la CASA s'effectuent d'abord en fonction de la loi, et que les derniers transferts ont tous été des transferts

obligatoires. Il n'y avait pas d'autres choix pour l'Agglomération que de prendre ou de ne pas prendre ces compétences.

Dans le cadre de ces recadrements, nous sommes dans une situation qui est très différente :

- Selon que par exemple nous sommes sur le tourisme où étaient exclus les Offices de tourisme dans les villes touristiques.
- Ou bien de l'eau et de l'assainissement, avec des règles précises que nous avons déjà évoquées, et qui amènent une totale étanchéité maintenant entre le budget général et le budget eau et assainissement.
- Ou bien la GEMAPI, dont le budget lutte contre les intempéries et les inondations, et dont nous voyons bien que la mobilisation va devoir être plus importante.

Nous pouvons constater une augmentation des coûts dus à des transferts de compétences, sans qu'il y ait les transferts financiers adaptés ; c'est le cas pour l'eau et l'assainissement. Nous assistons à des situations dans lesquelles nous déployons une politique touristique, en particulier sur le moyen pays et le village de Gréolières, plus importante, et qui font que le budget transféré est moins important que le budget prévisionnel.

Concernant la GEMAPI, nous sommes dans une situation où antérieurement chaque commune luttait contre les inondations. Mais de toute évidence, c'étaient les communes situées le plus bas, près du littoral, qui avaient cette charge. Il était difficile de faire porter la charge à des communes qui se trouvaient dans le moyen ou dans le haut pays.

Or, nous le savons, la stratégie logique et intelligente développée par Jean-Pierre DERMIT est bien sûr de continuer à faire les efforts sur le littoral, et sur les villes côtières ou avoisinantes. Mais il faut aussi travailler en amont, parce que le flux se fait tout le long du cours d'eau ; il faut donc travailler sur des bassins, plutôt que de travailler sur l'aboutissement. C'est la raison pour laquelle nous avons des ambitions beaucoup plus importantes que celles qui étaient antérieurement propres à chaque commune. Le budget s'en trouvera alors augmenté, je pense que tout le monde le comprendra, de manière significative pour lutter contre ce fléau que sont les inondations.

M. Gérald LOMBARDO. - Je rappelle que ce rapport quinquennal est réglementaire, obligatoire dans le cadre de la loi des finances. Tous les cinq ans, la Communauté d'agglomération doit présenter un rapport sur l'évolution des montants des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences, suivant les différents thèmes, les budgets annexes et les investissements couverts par la Communauté d'agglomération. En premier lieu, il est pris acte au moment de ce débat par une délibération spécifique que ce rapport est transmis aux communes membres.

Je me permets de faire un rappel de la définition d'attribution de compensation. Cette attribution de compensation est le principal flux financier entre les communes et leur Communauté d'agglomération, en l'occurrence la CASA, qui travaille sur cette fiscalité professionnelle unique. Schématiquement, cela correspond à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à l'intercommunalité. Il revient d'acter ce rapport quinquennal sur les différents thèmes décrits par Monsieur le Président. Dans les compétences, pour laquelle la CLECT a émis un avis favorable sur les coûts financiers lors du transfert à la CASA, vous trouverez :

La promotion du tourisme : l'exercice et les compétences ont largement évolué en positif sur l'ensemble du territoire communautaire. Autrefois, seules quelques communes profitaient de la promotion du tourisme sur le territoire. Aujourd'hui, la CASA a rendu ceci en totale solidarité sur l'ensemble du territoire.

L'aire d'accueil des gens du voyage : l'obligation a été largement satisfaite avec les deux aires existantes sur l'ensemble du territoire, accompagnée d'une mise aux normes.

La GEMAPI et les eaux pluviales : un thème largement prioritaire destiné à mettre en protection les populations. La Communauté d'agglomération, dans le cadre de ses compétences, travaille aujourd'hui de façon plus large et meilleure que ce que pouvaient faire nos communes de manière isolée. Surtout concernant les investissements, qui comme vous le savez sont très lourds.

La création, l'aménagement et l'entretien de gestion des zones d'activité économique : il s'agit de participer à l'amélioration, à la mise en valeur concernant la bonne gestion de ces zones d'activité, de compétences communautaires.

Le coût net des charges a évolué au départ, mais nous savons bien qu'au fil des cinq années qui viennent de s'écouler la législation a changé, les obligations ont augmenté. Nous devons tous, en tant que conseillers communautaires, prendre en compte toutes ces évolutions, ces obligations et les investissements supplémentaires qui en découlent. Il convient de prendre en compte, Monsieur le Président, ce rapport quinquennal concernant cette attribution de compensation, et le coût des compétences transférées.

Monsieur le Président. - Merci. Je vous propose d'approuver le rapport. Personne n'est contre, pas d'abstention.

24. Actualisation du recueil des tarifs

M. Gérald LOMBARDO. - La délibération sera assez rapide. Je fais un petit rappel des principaux ajustements intervenus au cours de l'année 2021.

- La diminution des tarifs d'Anthéa applicable aux usagers de moins de 25 ans. C'est une action que nous avons mise en place pour rendre la culture encore plus accessible au plus grand nombre.
- La vente d'un livre consacré au directeur artistique du théâtre, le directeur général de la SPL.
- Des ajustements tarifaires du SPANC.
- L'extension de la gamme des recharges électriques afin d'accueillir une nouvelle catégorie de véhicules non polluants.
- Les modifications mineures concernant le réseau de transport Envibus.

Ces projets ont été réalisés dans le courant de l'année 2021.

Il vous est par ailleurs proposé ce soir trois nouveaux tarifs d'assiette pour la brasserie d'Anthéa : 19 €, 21 €, 25 €. Ces nouveaux tarifs visent à satisfaire les attentes des usagers, et permettre un meilleur service au sein de ladite brasserie. Il convient donc d'approuver ces nouveaux tarifs proposés.

Monsieur le Président. - Je retiens dans ces modifications qui sont relativement minimales des tarifs attractifs pour Envibus, et des tarifs attractifs pour la culture des moins de 25 ans, permettant aux jeunes d'aller au théâtre à un prix accessible. Sachez que dans certaines villes, y compris dans la capitale, les mêmes manifestations culturelles sont deux à trois fois plus chères. Nous passons au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Nous allons passer aux attributions de compensation, de la délibération 22 à la délibération 26. Ces attributions de compensation sont les flux financiers entre la CASA et les communes, comme l'expliquait M. LOMBARDO.

25. Détermination des Attributions de Compensation de 2022 à 2026

M. Gérald LOMBARDO. - La CASA s'est vu transférer une série de compétences par ses communes membres, telles que la GEMAPI, la gestion des eaux pluviales, la création des zones d'activité économique, la promotion du tourisme. La CLECT a retenu un coût pour le transfert de chacune de ces compétences. Aujourd'hui, il convient donc de déterminer les attributions de compensation pour la suite du mandat. Elles sont sous réserve de nouveaux transferts, c'est-à-dire qu'elles sont établies à ce jour. Si de nouveaux transferts de compétences se présentaient, elles évolueraient.

Pour la période de 2022 à 2027, le montant est de 52 959 605 €. À partir de 2028, le montant sera de 53 000 000 €. Cette légère progression est due à un lissage opéré depuis 2017-2018, jusqu'en 2028. Personne ne sera véritablement démunie ou enrichi, globalement cela reste presque identique.

Voilà, Monsieur le Président, ce que je pouvais dire concernant ces attributions.

Monsieur le Président. - Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne.

26. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Assainissement » - Décision Modificative n° 2

M. Gérald LOMBARDO. - Dans le cadre de l'assainissement des eaux usées, nous sommes dans une rentrée financière. Je rappelle que la CASA s'est substituée à un syndicat à vocations multiples, celui du canton de Bar-sur-Loup, et par conséquent il revient à la CASA tous les biens, meubles et immeubles de ce syndicat. La CASA doit formaliser la reprise des dits résultats, et allouer ces moyens supplémentaires à l'exercice du service public d'assainissement des eaux usées par la Régie autonome. Ainsi, ce sont des excédents qu'il convient de capitaliser, et qui sont repris en recette pour un montant de 426 467 €. Il convient d'ajuster ces crédits, de les imputer à des crédits de remboursement de la dette à hauteur de 70 000 €, et de compléter des crédits concernant des travaux sur des réseaux à hauteur de 356 467 €. Nous avons un avis favorable émis par le Conseil d'exploitation de la Régie à Autonomie Financière, Monsieur le Président, qui s'est réuni le 29 novembre 2021.

Monsieur le Président. - Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

27. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Décision Modificative n° 1

M. Gérald LOMBARDO. - Cette délibération a trait à la compétence portée par la CASA, à savoir la promotion du tourisme dans le cadre de l'Office du tourisme intercommunal. La commune de Valbonne a installé ses nouveaux locaux dans l'ancienne mairie, car il s'agit d'installer le Bureau du tourisme au cœur du village et au sein de la zone la plus touristique. Il s'agit de compléter les crédits de dépenses d'investissement à hauteur de 15 000 €, sachant que ces dépenses d'investissement complémentaire sont compensées par la diminution des dépenses de fonctionnement à caractère général pour le même montant ; c'est donc sans incidence. Il vous est

donc proposé d'approuver la décision modificative n° 1 du budget de la Régie à Autonomie Financière.

Monsieur le Président. - La décision modificative est proposée au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? La délibération est approuvée.

28. Budget Principal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

Monsieur le Président. - Nous allons passer à toute une série de délibérations appelées *Ouverture anticipée des crédits de la D22*. Pour fonctionner, nous devons avoir une avance de crédits sur différentes thématiques, et différentes compétences. Comme vous le savez, le Conseil communautaire n'approuvera le budget primitif de l'année 2022 qu'au printemps, et pendant cette période il nous faut fonctionner. C'est la raison des ouvertures anticipées de crédit, et conformément à cette disposition légale en vigueur, les crédits de fonctionnement correspondent à 100 % de leur montant 2021, tandis que les crédits d'investissement sont ouverts à hauteur de 25 %. Ce qui est logique, puisque nous n'investissons pas l'ensemble du budget dans le premier trimestre. Dans les deux cas, les allocations budgétaires de l'année 2021 incluent bien sûr les décisions modificatives. Je laisse la « litanie » des ouvertures anticipées de crédits à Gérald LOMBARDO.

M. Gérald LOMBARDO. - Je vous remercie, Monsieur le Président, c'est gentil. Ce n'est pas du Flaubert et vous allez rester un moment avec moi. (*Rires*) Il est nécessaire que je vous donne des chiffres concernant justement...

Monsieur le Président. - Mettons-nous d'accord M. LOMBARDO, vous nous donnez sur toutes les délibérations les chiffres correspondants à cette ouverture anticipée de crédit, et nous ferons voter les délibérations les unes après les autres, de manière globale et successive. Je ferai tout voter à la fin.

M. Gérald LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président. Concernant le budget principal, il s'agit de permettre dans la période intercalaire de poursuivre nos actions, donc d'exécuter les dépenses de fonctionnement, d'engager et mandater par anticipation au niveau du budget des crédits dans la limite du quart des montants de ceux ouverts au budget précédent. Les ouvertures de crédits en section d'investissement sont :

- Chapitre 20 - Études, dans le budget principal et acquisitions d'ouvrir à hauteur de 234 450 €.
- Chapitre 204 - Subventions d'équipement versées telles que les fonds de concours aux communes, les subventions aux bailleurs sociaux, les participations au syndicat UNIVALOM à hauteur de 5 195 105 €.
- Chapitre 21 - Acquisitions de matériels, installations, outillages, achats de véhicules, etc., à hauteur de 3 257 052 €.
- Chapitre 23 - Travaux en cours tels que ceux réalisés sur des équipements et structures pour un montant de 1 120 238 €.
- Chapitre 26 - Acquisitions au titre de propriété de société pour un montant de 800 €.
- Chapitre 27 - Dépôts et cautionnements versés à des tiers pour un montant de 1750 €.
- Toujours dans ce budget principal, et pour que nous puissions continuer à travailler tranquillement, il s'agit, de façon complémentaire, d'autoriser le versement

d'acomptes sur les subventions aux associations à hauteur de 50 % du montant attribué en 2020.

29. Budget de la Régie à autonomie financière des Transports « Envibus » - Ouverture anticipée des crédits de l'exercice 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Je poursuis sur le rapport n° 29. Nous sommes dans la même logique, il s'agit en revanche du budget de la Régie à Autonomie financière des Transports. Les ouvertures de crédits en section d'investissement sont :

- Chapitre 20 - Études techniques, à hauteur de 198 525 € : il s'agit de la section du tracé bus-tram.
- Chapitre 21 - Acquisitions foncières, à hauteur de 1 808 000 €, toujours dans le cadre du TCSP.
- Chapitre 23 - Travaux réalisés sur les différentes sections du TCSP, le futur dépôt de bus, à hauteur de 5 994 000 €.

Voilà, Monsieur le Président, le détail de ce rapport n° 29.

30. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Assainissement » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Nous sommes toujours sur une ouverture anticipée de crédits. Les ouvertures de crédits en section d'investissement sont :

- Chapitre 20 - Études, à hauteur de 31 326 €.
- Chapitre 21 - Acquisition de matériel, installation technique, à hauteur de 11 900 €.
- Chapitre 23 - Travaux sur réseaux d'assainissement, collecteurs, poste de relevage, à hauteur de 1 558 000 €.

31. Budget Annexe « Assainissement - Activités Délégées » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Il s'agit d'ouvrir des crédits d'exploitation et d'investissements du budget annexe Assainissement.

- Chapitre 20 - Études, à hauteur de 3150 €.
- Chapitre 21 - Acquisitions de matériels, à hauteur de 7 054 €.
- Chapitre 2 - Travaux sur les réseaux, à hauteur de 280 000 €.
- Acquisitions de titres de capital au sein des sociétés, à hauteur de 15 000 €.

32. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Eau » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - L'ouverture anticipée des crédits pour la Régie à Autonomie Financière « Eau » concerne plus particulièrement les communes de Caussols, Courmes, Gourdon,

Cipières, et Gréolières, hors de la station de Gréolières les Neiges. Les ouvertures de crédit en section d'investissements sont :

- Études, à hauteur de 927 €.
- Acquisitions de matériels, installations techniques, à hauteur de 5975 €.
- Travaux sur des sources et réseaux d'approvisionnement, à hauteur de 94 000 €.

33. Budget Annexe « Eau - Activités Délégées » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Il s'agit d'ouvrir des crédits en section d'investissements pour :

- Études, à hauteur de 123 175 €.
- Acquisitions de matériels, installations techniques, à hauteur de 129 000 €.
- Travaux sur des sources et réseaux d'approvisionnement, à hauteur de 999 921 €.
- Acquisitions d'actions de sociétés, à hauteur de 13 000 €.

34. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Il s'agit d'ouvrir des crédits en section d'investissements à hauteur de 11 655 € pour les acquisitions de mobiliers, de matériel informatique, etc.

35. Budget Annexe des Pépinières - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Je vous rappelle qu'il s'agit d'une gestion des structures d'hébergement d'accompagnement des jeunes entreprises que sont Starteo à Châteauneuf et Business Pôle à Valbonne. Il convient d'ouvrir des crédits en section d'investissement :

- Chapitre 21 - Acquisitions de matériels et installations techniques, à hauteur de 26 000 €.
- Chapitre 27 - Dépôt de garantie et cautionnement au titre des locaux non détenus en propre, à hauteur de 712,50 €.

36. Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Il s'agit d'ouvrir des crédits en section d'investissements :

- Chapitre 20 - Études techniques, à hauteur de 2500 €.
- Chapitre 21 - Achat de matériel scénique, installations techniques, à hauteur de 59 000 €.

37. Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Il s'agit d'ouvrir des crédits en section d'investissements.

- Chapitre 20 - Études techniques, à hauteur de 31 375 €.
- Chapitre 204 - Subventions d'équipement dans le cadre de projets d'infrastructures en lien avec la mobilité, à hauteur de 43 750 €.
- Chapitre 21 - Acquisitions foncières, achats d'équipements, à hauteur de 825 000 €.
- Chapitre 23 - Travaux d'aménagement, création, entretien et voirie, à hauteur de 125 000 €.

38. Budget Annexe « GeMAPI » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022

M. Gérald LOMBARDO. - Il s'agit d'ouvrir des crédits en section d'investissements.

- Chapitre 20 - Études techniques, à hauteur de 220 000 €.
- Chapitre 204 - Subventions d'investissement, notamment en SMIAGE, à hauteur de 160 000 €.
- Chapitre 21 - Acquisitions foncières, restauration, à hauteur de 586 000 €.
- Chapitre 23 - Réalisations de travaux ouvrage à hauteur de 1 647 000 €.
- Chapitre 27 - Dépôts et cautionnements versés, à hauteur de 125 €

Monsieur le Président, j'ai balayé rapidement toutes ces délibérations qui concernent les ouvertures de crédits anticipés. Je vous remercie mes chers collègues.

Monsieur le Président. - Je m'excuse auprès des conseillers communautaires, et éventuellement auprès de nos concitoyens qui nous suivent de cette liste un peu rébarbative d'avances de crédit. Mais, vous l'avez compris, le budget arrive en cours d'année, et nous devons mobiliser les crédits pour payer les fonctionnaires, pour commencer l'ensemble des activités.

Avec votre accord, je propose au vote la délibération 28, Budget Principal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2022. Ensuite, si personne ne s'y oppose, je considérerai, en énonçant les délibérations, que les autres votes sont du même type que le premier vote.

- Délibération 28 - Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.
- Délibération 29 - Même vote.
- Délibération 30 - Même vote.
- Délibération 31 - Même vote.
- Délibération 32 - Même vote.
- Délibération 33 - Même vote.
- Délibération 34 - Même vote.
- Délibération 35 - Même vote.
- Délibération 36 - Même vote.
- Délibération 37 - Même vote.
- Délibération 38 - Même vote.

Je vous remercie de m'avoir accordé cette petite simplification de vote sur l'ensemble des délibérations.

Nous passons maintenant à un chapitre de ressources humaines présenté par Frédéric POMA, avec la délibération 39 sur le télétravail. Le télétravail est une situation qui existe depuis longtemps sur Sophia-Antipolis, et que nous avons essayé d'insuffler sur la Communauté d'agglomération. Mais la crise COVID nous a incités dans un premier temps à le développer. Aujourd'hui, nous essayons de trouver un juste équilibre entre le présentiel et le distanciel, en sachant que le télétravail total n'est pas efficace, mais que le télétravail dans des cadres précis, des fonctions précises et des temps précis est un élément efficace :

- Sur le plan de l'épanouissement humain,
- Sur le plan de l'allègement des transports et des déplacements,
- Sur l'efficacité de l'ensemble des services concernés.

Je laisse la parole à Frédéric POMA, chargé des ressources humaines.

39. Accord-cadre télétravail - Actualisation

M. Frédéric POMA. - Je vous remercie, Monsieur le Président. Je vais vous présenter une quinzaine de délibérations, dont les deux premières font plus de 10 pages chacune. Je vais essayer d'être très synthétique, car ce sont essentiellement des actualisations et des ajustements. Je tiens à préciser, avant d'entamer toutes les délibérations, que ces délibérations ont été vues par les instances, notamment par le Comité paritaire du 15 novembre dernier.

Concernant la délibération numéro 39, le document que vous avez en votre possession comprend 29 points regroupant l'ensemble des conditions qui fixent le télétravail au sein de la CASA. Dans le prolongement de l'accord national du 13 juillet 2021, il est proposé d'actualiser ces accords sur le télétravail, notamment sur quatre points :

- La possibilité de télétravailler jusqu'à deux jours, maximum, par semaine.
- L'ouverture du dispositif aux stagiaires-école et apprentis.
- Ajout de la fonction d'intervenant social aux fonctions éligibles ; cela concerne essentiellement les animateurs, les éducateurs, et les assistants de services sociaux.
- Avoir une précision sur les tâches éligibles et incompatibles avec l'exercice des fonctions en télétravail.

Je vous propose, et je propose au Conseil communautaire d'approuver ces quatre éléments et d'approuver la validation des critères et les modalités de l'exercice du télétravail tels que je viens de les présenter, sachant bien sûr que l'inscription des crédits correspond au budget.

Monsieur le Président. - Merci, M. POMA. Je remercie particulièrement l'administration de la Communauté d'agglomération, le travail réalisé par Frédéric et le travail des partenaires sociaux. Ce travail a été réalisé de manière très ouverte, très sincère. Chacun a bien compris que le télétravail dans le contexte actuel pouvait être modifié, nous sommes partis sur des expérimentations, et finalement comme vous le voyez, seulement 50 % du personnel éligible au télétravail souhaite faire du télétravail. Dans ce contexte, nous sommes allés jusqu'à deux jours, alors que la règle est d'une journée pour les personnels concernés, en rappelant que seulement une personne sur deux a accepté cette proposition. M. POMA, les partenaires sociaux et moi-même avons décidé de nous revoir annuellement, d'évaluer l'efficacité du télétravail et ses répercussions sociales et familiales pour faire en sorte que nous puissions réajuster l'ensemble de ce dispositif.

Je vous propose d'approuver cet accord d'actualisation du télétravail sur le territoire de la Communauté d'agglomération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

40. Ajustement du tableau des effectifs

M. Frédéric POMA. - Cette délibération comporte 14 pages et concerne la réorganisation d'un certain nombre de directions de la CASA. Nous avons deux grandes thématiques :

- La réorganisation des directions sans créations de postes,
- La réorganisation des directions avec créations de postes.

Je m'excuse, mais je vais être obligé de vous faire la liste des différentes directions qui sont concernées :

- La Direction de la lecture publique avec la transformation de six postes d'agents de médiathèque, en gestionnaires d'un domaine au sein du service collection.
- La Direction des affaires générales, du juridique et contentieux avec la transformation d'un poste de gestionnaire d'un domaine, en responsable de gestion.
- La DGA Ressources dans les moyens généraux avec la transformation d'un poste d'agent logistique en un poste d'agent d'accueil et d'information.
- La Direction des ressources humaines avec la transformation d'un poste de responsable de gestion en chargé de projet.
- La Direction de la commande publique avec la transformation d'un poste de conseiller thématique en chargé de développement thématique.
- Le service Coordination DGA-Cadre de vie avec la transformation d'un poste de gestionnaire comptable en secrétaire, et la suppression de l'unité Exécution budgétaire au sein du service Coordination administrative et transfert des postes vers la Direction des finances (DFI).
- Dans le cadre de la DGA-Cadre de vie, la transformation d'un poste de responsable d'unité gestion d'un parc de véhicules, en chargé de projet.
- Dans la Direction assainissement, un transfert d'un poste d'agent d'exploitation d'une équipe vers une autre.
- Dans la Direction eaux potables, la transformation d'un poste de chargé de développement thématique en directeur adjoint.
- Dans la Direction mobilité, déplacement, transport, la transformation de deux postes de contrôleur en gestionnaire d'un domaine.
- Dans la Direction exploitation Envinet, le transfert d'un poste d'agent de collecte d'une équipe vers une autre.
- La transformation d'un poste d'agent chargé de la maintenance en responsable d'unité.
- Dans la Direction des finances, transformation d'un poste de gestionnaire d'un domaine en responsable de gestion.

Sur la seconde thématique qui est la réorganisation des directions avec création de postes :

- La Direction des finances avec la création d'un poste de gestionnaire d'un domaine pour régularisation du sureffectif.
- Dans la DGA-Cadre de vie, création d'un poste de chargé de développement thématique mutualisé à 50 % avec la ville d'Antibes Juan-les-Pins.
- La Direction habitat-logement avec la création d'un poste de responsable de gestion au sein du service Amélioration de l'habitat.
- Sur la DGA développement économique et aménagement durable, création d'un service commun CASA - ville d'Antibes Juan-les-Pins afin de mutualiser les compétences aménagement et foncière au 1^{er} janvier 2022.

Il est donc nécessaire de procéder à un réajustement du tableau des effectifs, ce que nous vous proposons dans cette délibération.

Monsieur le Président. - Bravo pour cette présentation synthétique et complète. Vous avez constaté que cet ajustement concerne essentiellement des transferts, et très peu de créations, afin de garder notre marge de manœuvre sur le plan de financement des fonctionnements.

Sur cet ajustement du tableau des effectifs, qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne.

41. Autorisations spéciales d'Absence (ASA) - Actualisation

M. Frédéric POMA. - Il s'agit de mettre à jour des autorisations spéciales d'absence accordées dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation, PMA, sous réserve des nécessités de service. Les nouvelles autorisations concernent les actes médicaux nécessaires pour la durée des examens pour la mère, et trois examens maximums pour le conjoint, le concubin ou le pacsé.

Monsieur le Président. - Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne.

42. Création d'un service commun Aménagement, Environnement et Foncier - Convention cadre de mutualisation

M. Frédéric POMA. - Il s'agit tout d'abord d'approuver le principe de la création d'un service commun Aménagement et foncier entre la CASA et la ville d'Antibes Juan-les-Pins. Ensuite, il s'agit d'autoriser la signature de la convention-cadre de la création d'un service commun dédié au service Aménagement et foncier entre la CASA et la ville d'Antibes Juan-les-Pins au 1^{er} janvier 2022. La convention a été rédigée après établissement d'une fiche impact décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis par les agents concernés. Elle fixe notamment les conditions d'exercice et les modalités de remboursement.

Mme Michèle MURATORE. - Je vous remercie. Je suis tout à fait d'accord pour la création de ce service commun. Cependant, s'il y a une réorganisation, il y aura aussi une réorganisation des missions, me semble-t-il. Nous souhaiterions donc connaître les missions, avoir un organigramme, et aussi la réponse à une question très importante : est-ce que ce service sera à disposition de l'ensemble des communes de la CASA ?

Non, cela n'apparaît pas dans la convention, je l'ai bien lue.

Monsieur le Président. - Mme MURATORE, vous avez vraiment un problème avec la Poste. Nous vous avons envoyé les documents, très tardivement, puisque l'organigramme a été envoyé ce matin.

Mme Michèle MURATORE. - Non, ne me dites pas que vous nous les avez envoyés. J'ai vérifié, avec mes petits camarades, il n'y a pas ce que je demande dans les documents reçus. De

toute façon, je n'attends pas une réponse aujourd'hui, mais pour voter en toute connaissance de cause, comme le dit la loi, il nous manque la réorganisation des différents services. Merci.

Notre deuxième question est importante, car à la lecture dont cette réorganisation est présentée, ce service commun, nous avons l'impression que c'est la ville d'Antibes et la CASA. Nous, nous souhaiterions que ce dispositif soit mis à disposition de l'ensemble des communes de la CASA.

Monsieur le Président. - Vous avez raison. Dans la mutualisation, j'avance avec l'assentiment des uns et des autres, j'ai quelquefois pu constater que la mutualisation était un phénomène bloquant. Je vais rappeler de mauvais souvenirs avec la mise en place de la DRH commune à l'ensemble des villes, à commencer par la ville d'Antibes avec la CASA, qui a été un échec. Ce n'est pas la peine de mettre en compétition la CASA et les services, les choses doivent se faire naturellement. Il est évident que dans le domaine concerné, nous sommes confrontés en permanence sur l'habitat, sur les contraintes de la CASA, et les contraintes des villes importantes qui sont celles où nous construisons le plus.

Il est logique de passer par cette première étape, mais cette étape doit être volontaire. Je ne ferai pas de mutualisation en marche forcée, car la mutualisation en marche forcée est la mise sous tutelle d'une ville sur l'ensemble d'une communauté, et c'est une forme de métropolisation à laquelle je suis opposé. Si, petit à petit, nous voyons dans les services des villes sur l'aménagement du territoire, de l'environnement, des compétences qui peuvent être partagées, tant mieux. Elles se feront au fur et à mesure, en accord avec les agents qui ne doivent pas avoir l'impression d'être déclassés parce qu'ils ont au-dessus d'eux une supra-structure de la Communauté d'agglomération. Je crois que c'est quelque chose que tous les maires savent, et nous avançons de manière très pragmatique et très progressive. Néanmoins, nous sommes dans l'obligation de traiter ce domaine qui n'est pas nouveau. Rappelez-vous, avant que José GRANADOS ne parte à la retraite, il occupait déjà une fonction à la fois à la Communauté d'agglomération et à la fois à la ville d'Antibes. Je pense que c'est plutôt sain.

Je suis désolé que vous n'ayez pas encore reçu l'organigramme ; il est fait, il n'a été transmis que ce matin. Cet organigramme est transparent, il a fait l'objet de beaucoup de travaux, y compris avec les partenaires sociaux, car il ne faut pas qu'un service de la Ville se sente mis « sous tutelle » du service de la CASA. Faisons les choses de manière calme et tranquille, je suis pour la mutualisation volontaire, je ne suis pas pour la mutualisation imposée. Chaque maire ici le sait, et si nous pouvons concourir à une meilleure fluidité, c'est bien. Si nous voulons créer une suprastructure qui impose aux maires des choses qu'ils n'ont pas envie de faire, je suis contre. Donc, cela se fera sur le volontariat des élus et des fonctionnaires concernés.

Ces explications étant données, nous pouvons passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Mme MURATORE, je vous le dis très amicalement, aucun dossier n'est fermé ni à la majorité, ni à l'opposition, ni à qui que ce soit. Si une personne veut un dossier, l'administration le lui fournira, c'est la tradition.

43. Forfait mobilités durables - Mise en œuvre

M. Frédéric POMA. - Il s'agit d'instaurer, à compter du 1^{er} janvier 2022, le forfait mobilités durables fixé à 200 € par an et par bénéficiaire pour l'utilisation, au minimum, d'une centaine de trajets aller-retour au titre de l'année d'attribution, soit du vélo, soit du covoiturage. La délibération 43 fixe les conditions d'attribution, les bénéficiaires, les modes de transport éligibles, le forfait et ses modulations, ainsi que la procédure de demande, le versement et le contrôle.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver l'instauration de ce forfait, et l'inscription des crédits correspondants au budget.

Monsieur le Président. - Nous allons suivre ce sujet avec M. POMA, ainsi qu'avec Thierry OCCELLI et Lionnel LUCA. Je pense que ce n'est pas parce que nous allons donner 200 € par an, que les gens vont se mettre au covoiturage ou venir à vélo. Mais c'est un petit élément de communication et d'incitation qui peut être efficace, à la longue. Nous allons essayer de bien le faire connaître, et peut-être d'en faire un exemple pour d'autres entreprises qui peuvent mettre en place des mesures incitatives de même nature. Concernant la délibération 43 :

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

44. Heures supplémentaires - Actualisation

M. Frédéric POMA. - Il s'agit d'actualiser les modalités d'application des IHTS, le terme technique pour les heures supplémentaires (indemnité horaire pour travaux supplémentaires). Compte tenu des transferts de compétences à la CASA pour des raisons de continuité des services, les agents d'Envinet et d'Envibus peuvent exceptionnellement dépasser les 25 heures supplémentaires par mois. Nous rajoutons à cette dérogation les agents de l'eau, de l'assainissement et de la GEMAPI.

Monsieur le Président. - Ce ne sont pas des problèmes de confort de personnes, ce sont des problèmes d'obligation de service et de continuité. Mais nous sommes très heureux que les agents acceptent ces heures supplémentaires qui sont soit récupérées, soit rémunérées.

Sur cette actualisation et extension à d'autres services :

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

45. Mise à disposition du poste de DGA Développement économique et Aménagement Durable de la CASA auprès de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation

M. Frédéric POMA. - Monsieur le Président, les six prochaines délibérations concernent des conventions de mutualisation entre la ville d'Antibes et la CASA, puisque depuis quelque temps ces deux entités ont posé les jalons d'un processus de mutualisation avec un objectif à long terme d'amélioration du service rendu aux habitants, et de la rationalisation de l'action publique grâce au partage et à la mise en commun de moyens et de compétences. Cette volonté politique est de mettre en œuvre une collaboration renforcée entre les structures communales et communautaires. Cette collaboration se traduit par les mises à disposition suivantes.

Délibération 45 : Il s'agit de mettre à disposition le DGA DEAD (Développement Économique et Aménagement Durable) de la CASA auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins à hauteur de 22,5 % de son temps de travail.

46. Mise à disposition d'un poste de responsable de gestion « assistance au DGA » à la DGA DEAD de la CASA auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation

M. Frédéric POMA. - Il s'agit de mettre à disposition le Responsable de gestion en charge de l'assistance du DGA DEAD mutualisé auprès de la ville d'Antibes à hauteur de 25 % de son temps de travail.

47. Mise à disposition d'un poste de Responsable de gestion à la DGA DEAD de la CASA auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation

M. Frédéric POMA. - Il s'agit de mettre à disposition un Responsable de gestion de la DGA DEAD auprès de la ville d'Antibes à hauteur de 10 % de son temps de travail.

48. Mise à disposition du poste de Directeur(trice) Adjoint(e) de la Direction foncière de la CASA auprès de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation

M. Frédéric POMA. - Il s'agit de mettre à disposition la Directrice adjointe de la Direction foncière de la CASA auprès de la ville d'Antibes à hauteur de 60 % de son temps de travail.

49. Mise à disposition du poste de Directeur(trice) de la Direction Aménagement et Environnement de la CASA auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation

M. Frédéric POMA. - Il s'agit de mettre à disposition la Directrice de la Direction Aménagement et Environnement de la CASA auprès de la ville d'Antibes à hauteur de 10 % de son temps de travail.

50. Mise à disposition du poste de Directeur(trice) de la Direction Foncière de la CASA auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins - Convention de mutualisation

M. Frédéric POMA. - Il s'agit de mettre à disposition la Directrice de la Direction Foncière de la CASA auprès de la ville d'Antibes à hauteur de 50 % de son temps de travail.

Monsieur le Président. - Nous allons passer au vote.

- Délibération 45 - Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne.
- Délibération 46 - Même vote.
- Délibération 47 - Même vote.
- Délibération 48 - Même vote.
- Délibération 49 - Même vote.
- Délibération 50 - Même vote.

51. Rapport Social Unique (RSU)

M. Frédéric POMA. - Il s'agit d'informer le Conseil communautaire des données recueillies dans le rapport unique social, le RSU, qui a remplacé le bilan social présenté tous les deux ans en Comité technique. Le RSU est désormais établi tous les ans, et il constitue un nouvel outil de référence pour renforcer la lisibilité de l'emploi public territorial. LE RSU est l'occasion de disposer d'informations précises et actualisées pouvant faciliter la mise en œuvre des différentes actions en faveur de la gestion des RH, et notamment les lignes directrices de gestion. Ce rapport est composé de deux parties.

La première partie permet d'apprécier la situation de la collectivité selon des données sociales regroupées sous les items relatifs aux effectifs, la formation, l'absentéisme, le temps de travail, et la rémunération. Nous constatons que nous avons à peu près toujours les mêmes

tendances sur la CASA : 54,6 % des agents relèvent de la filière technique. Nous avons une répartition par catégorie qui reste stable : nous avons environ 97 agents en catégorie A, 94 agents en catégorie B et 369 agents en catégorie C.

La seconde partie intègre le rapport sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et le suivi des plans d'action de la collectivité. Nous avons également toujours les mêmes tendances avec 75 % d'hommes en filière technique, et 83 % de femmes en filière administrative.

La CASA œuvre pour les inégalités hommes femmes dans la mise en place de plans d'action dont les axes s'orientent autour de différentes thématiques :

- Le recrutement,
- La formation,
- La rémunération,
- La promotion et les avancements,
- La facilitation de l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie familiale,
- La prévention et la lutte contre les discriminations,
- Les actes de violence, de harcèlement et sexistes.

C'est une information, je crois qu'il n'y a pas de vote sur cette délibération.

Monsieur le Président. - Nous en prenons acte. Comme M. POMA l'a précisé, le RSU est un rapport unique qui comprend plusieurs volets qui ont été énoncés, et qui font l'objet d'un travail tout au long de l'année avec l'ensemble des agents. Je me réjouis qu'il se passe dans le climat de confiance dans lequel il se déroule.

52. RIFSEEP et répertoire des fonctions - Actualisation

M. Frédéric POMA. - C'est une délibération technique puisqu'il s'agit d'actualiser les modalités de versement des primes du RIFSEEP pour les agents à temps partiel pour raisons thérapeutiques, conformément à la circulaire du 15 mai 2018. Il s'agit de la proratisation du régime indemnitaire en fonction de la quantité de temps de travail. Cela signifie que nous ajustons le RIFSEEP en fonction du temps de travail des agents en temps partiel.

Monsieur le Président. - Bien.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

53. Règlement des astreintes et indemnités d'intervention - Actualisation

M. Frédéric POMA. - Il convient d'actualiser les modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes, avec notamment :

- La création d'une astreinte de décision à la Direction des systèmes d'information et du numérique pour le service Surveillance des systèmes.
- La suppression d'une astreinte de décision à la Direction mobilité déplacement transport, et la réorganisation des astreintes à la direction Envibus.

Monsieur le Président. - Nous passons au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

54. Convention de remboursement de frais avec la commune de Gourdon - Avenant n° 2

Monsieur le Président. - Nous passons à la délibération concernant le tourisme qui est aussi une délibération technique. Il s'agit d'une convention de remboursement de frais entre la CASA et la commune de Gourdon, car il existe aujourd'hui un site Internet tourisme intercommunal qui se substitue partiellement au site Internet de la commune. Cela entraîne donc un réajustement des frais financiers.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

55. Accompagnement au changement de comportement - Convention de partenariat avec E3D Environnement - Avenant n° 2

M. Thierry OCCELLI. - Concernant cette délibération, nous avons un accompagnement au changement de comportement sur les salariés de Sophia. En raison d'une baisse de l'activité par rapport à la crise sanitaire, nous avons décidé le 16 juin de suspendre le projet avec E3D Environnement qui nous accompagnait sur ce projet. Ce soir, nous allons vous proposer un avenant n° 2 pour « carrément et définitivement » arrêter le projet. Cet arrêt a été conclu d'un commun accord avec la société et la CASA. Cet arrêt de projet nous oblige aussi à apporter un solde de 17 777 €.

Nous vous demandons d'approuver l'avenant n° 2, de solliciter une participation financière auprès du financeur Région Sud pour nous aider à financer cette différence, et d'autoriser Monsieur le Président à signer.

Monsieur le Président. - Merci. Nous étions partis sur une stratégie à la fois intercommunale et entreprise, et nous avons été freinés par tous les éléments de limitation de déplacement liés à la crise COVID. Pour ne pas nous heurter à une impasse, nous avons préféré suspendre ce conventionnement, quitte à le reprendre sous une autre forme. Je demande votre avis.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

56. Politique cyclable - Loi d'Orientation des Mobilités et transports scolaires

M. Thierry OCCELLI. - La loi Lom oblige le transport par car à avoir l'équipement nécessaire pour prendre au minimum cinq vélos non démontés avec un système d'accroche vélo dans le bus, ou à l'arrière du bus. Dans un souci d'efficacité, de sécurité et de respect des horaires, nous vous demandons d'approuver une demande de dérogation pour ne pas avoir l'obligation d'installer ces porte-vélos dans les transports scolaires.

Monsieur le Président. - Cette demande est logique, car notre objectif prioritaire aujourd'hui est l'accessibilité des transports pour les scolaires, et surtout le respect des horaires. Tant que nous sommes dans un système où la ligne n'est pas totalement autonome et en site propre, nous ne devons pas faire perdre trop de temps au chauffeur de bus qui devrait descendre du bus, installer le vélo, remonter et redémarrer. Il peut effectivement y avoir une pénalisation dans l'efficacité du trajet. Dans un premier temps, nous demandons un système dérogatoire, mais bien entendu nous continuons à développer la politique cyclable.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

M. Thierry OCCELLI. - Monsieur le Président, je souhaite apporter un complément d'information. Sur le plan de la politique cyclable, nous incitons les communes, et tous ceux qui le souhaitent, à installer des accroches vélos à proximité des arrêts de bus, pouvant aussi servir aux scolaires au premier et au dernier kilomètre.

57. LNPCA - Demande de création par Ordonnance de l'État d'un Établissement Public Local pour la mise en œuvre - Adhésion de la CASA

M. Thierry OCCELLI. - La délibération 57 vient compléter toutes les délibérations votées précédemment. Cela concerne en particulier la création d'un Établissement Public Local, et la participation financière à cet établissement public. Nous vous demandons :

- D'approuver la participation financière de la CASA à la réalisation des phases 1 et 2 du projet LNPCA à un taux de 1,25 %. Le montant prévisionnel est de 17 057 000 d'euros pour la période 2022-2035.
- De demander au gouvernement la création par ordonnance d'un Établissement Public Local pour le projet LNPCA.
- D'approuver l'adhésion de la CASA à cet EPL, avec une voix délibérante proportionnelle à la participation financière.

Monsieur le Président. - Merci. Je donne la parole à Mme MURATORE.

Mme Michèle MURATORE. - Je vous remercie. Lors du dernier conseil communautaire, vous nous demandiez de financer la gare TGV à l'aéroport. Maintenant, vous nous demandez d'accepter la création d'un Établissement Public Local pour financer le projet. Ce « machin » supplémentaire va générer des frais de gestion (un président, un directeur...). De plus, quelle sera son utilité ? Si nous lisons ce qui nous a été remis, il est écrit : « ... *il peut permettre d'obtenir des ressources de financement venant alléger la participation directe des collectivités...* » Mais à part l'État, la Région, les départements, l'Europe, qui sont les autres financeurs ? Des spéculateurs qui exigeront un retour sur investissement, et la notion de service public sera mise à mal.

De plus, il faudra des professionnels de la finance pour les motiver, que nous devons rémunérer chèrement. Nous sommes surtout échaudés par l'Établissement Public créé pour la ligne Bordeaux-Toulouse qui a majoré le prix du billet des usagers, ou l'exemple de la rénovation de la gare de Nice où il en a été de même. Les usagers payeraient pour un service dont ils ne disposent pas.

S'il y a d'autres financements, est-ce que la participation de la CASA baissera ? Nous ne le savons pas. Si nous lisons bien le rapport de cette délibération, c'est un avantage que la phase 2, qui nous concerne, soit programmée plus tard, car nous pourrions parier sur des financements supplémentaires. Et s'il n'y a pas de financement supplémentaire, que se passerait-il ? Il n'y aura pas de phase 2, et la CASA aura financé des travaux qui ne seront d'aucune utilité à son territoire.

Il est question de recours à de nouvelles ressources, notamment, je cite : « ... *Les recettes liées à l'évolution des possibilités de contribution de la part des maîtres d'ouvrage sur la base des activités régulées...* » Je préfère vous dire que ce n'est vraiment pas clair. Le maître d'ouvrage est SNCF Réseau, donc nous envisagerions que SNCF Réseau contribue davantage, mais comme SNCF Réseau est financé par l'impôt, ce seront encore les contribuables qui payeront.

Cet Établissement Public Local assurera l'évaluation, la prévention des risques associés. De quels risques parlez-vous ? Financiers, environnementaux, urbanistiques. Est-ce que cet EPL aura

les compétences nécessaires ? Sans doute non, il achètera des études ; SNCF Réseau peut donc le faire directement.

Les ressources de cet EPL proviendront en très grande majorité de fonds publics ; ces risques seront donc encore pris en charge par les contribuables.

SNCF Réseau mène des études depuis des années qu'elle facture à la communauté. De quelles études supplémentaires avons-nous besoin ? Certes, les études doivent être actualisées, avec le risque inondation qui n'avait pas été pris en compte à hauteur des événements d'octobre 2015.

Il est question d'intéressement sur les recettes commerciales perçues par SNCF Gare et Connexion au titre de l'exploitation. Là encore, je cite : « ... *De la partie non régulée des gares, ainsi qu'au titre de la valorisation immobilière des ouvrages réalisés dans le cadre du projet...* » Voilà donc l'objectif qui nous est proposé. Nous savons depuis toujours que les profits sont dans les gares et l'immobilier associé aux gares. Quel est le pourcentage d'intéressement ? La motivation n'est pas d'améliorer les déplacements du quotidien, mais de faire de juteuses opérations immobilières, comme la gare à l'aéroport qui justifie le déplacement du MIN et des projets immobiliers à la place. Par exemple la gare du Nord à Paris, un projet pour le moment à l'arrêt, mais toujours dans les cartons. Pourquoi pas, mais ne nous vendez pas la gare comme une amélioration du service aux usagers du quotidien.

La CASA, comme toute collectivité territoriale contribuant son financement doit détenir une voix délibérative proportionnelle à son niveau de participation financière. Donc une voix quasi nulle, qu'il s'agisse de la participation au projet des phases 1 et 2, et même 3 et 4. Nous ne voyons donc pas l'intérêt pour la CASA.

Il est question de la création de ressources fiscales dédiées au niveau attendu dans un projet de loi de finances rectificative de l'année 2022, ou à défaut sur le projet de loi de finances 2023. L'avantage fiscal est donc détourné vers la ligne nouvelle plutôt que vers l'amélioration des déplacements du quotidien, des déplacements doux, moins impactant pour l'environnement, que cette gare TGV. Pour nous, mieux vaut investir dans le mieux-vivre des populations futures, que de les condamner à la pollution. Il est donc urgent de développer, d'améliorer les déplacements du quotidien. Aussi, tant que nous verrons proposer des travaux n'améliorant pas les déplacements du quotidien, je voterai contre. Lorsque vous nous proposerez une véritable amélioration des déplacements du quotidien, je voterai pour. Merci.

Monsieur le Président. - Vous connaissez quand même la situation et la position de la Communauté d'agglomération, et du Bureau des maires, sur ce sujet. Nous avons énormément de réticences vis-à-vis de ce qui nous a été antérieurement proposé. Nous avons aussi manifesté notre irritation en nous retirant, pendant une période, du processus, considérant que nous n'y avons pas notre juste place, et que les contributions demandées sur un projet étaient à très long terme.

Finalement, l'amélioration qui devait se produire sur la Communauté d'agglomération est repoussée à 2035, ce qui à notre avis, est une date inacceptable ! Comme tout le monde, nous voulons un déplacement du quotidien amélioré, plutôt que des gares TGV partout. Nous sommes d'accord sur ce point.

Ensuite, permettez-moi de vous faire une remarque. De temps en temps, vous êtes contre le privé parce qu'ils vont faire des profits, mais en d'autres temps vous êtes contre le public parce que cela va entraîner une augmentation de l'impôt. Il n'y a pas « 36 solutions » pour financer ! Le financement doit se faire avec les usagers ou avec les contribuables ! C'est vrai pour tout. Lorsque vous avez un service gratuit, il est financé par l'impôt. Et lorsque vous avez un service payant, il compense en partie les aides. Si vous prenez le petit problème du bus-tram et des bus sur la Communauté d'agglomération, l'utilisateur paye 10 % ; c'est l'impôt pour les entreprises qui paye le reste. Dire qu'il ne faut pas que le contribuable paye, et que l'utilisateur ne doit pas payer non plus, c'est un peu compliqué parce que l'argent ne tombe pas du ciel, l'argent magique n'existe pas.

J'ai quand même cru comprendre dans votre critique, qu'elle s'adressait plus au gouvernement et à la métropole niçoise qu'aux problèmes de la Communauté d'agglomération. Je voudrais être extrêmement pragmatique dans l'objectif qui est le nôtre, celui de faire en sorte que nous ayons un train toutes les 10 minutes en gare d'Antibes, de Vallauris, de Biot... Notre intérêt est d'avoir un déplacement littoral qui est tellement efficace et sûr, que cela vienne en substitution de l'ensemble du trafic routier. Nous devons trouver des alternatives, et le TER est une très bonne alternative.

Nous nous focalisons sur deux points.

Premier point : Si nous n'y allons pas, nous n'avons pas droit à la parole. Nous cotisons donc pour participer à l'élaboration de ce projet. Nous cotisons de manière différente des villes qui souhaitent avoir une gare rénovée.

Deuxième point : Nous demandons, nous l'avons fait plusieurs fois et je voudrais le réitérer aujourd'hui, à ce que le projet de TER toutes les 10 minutes dans les gares du littoral ne se fasse pas en 2035, mais en 2029 à l'issue de la première phase. Nous avons deux phases : la première de 2024-2029, la deuxième de 2027-2037. Comment pouvons-nous demander à nos concitoyens, depuis que nous parlons de la ligne nouvelle, que malgré leur présence dans le territoire de la CASA, ils devront attendre 2035 pour voir une amélioration. Or, nous le savons, nous pouvons accentuer l'offre sur le TER, et aboutir à ce projet en 2029, ce qui serait beaucoup plus acceptable. C'est notre objectif.

L'enquête publique qui aura lieu du 17 janvier au 28 février sera ouverte vis-à-vis des instances environnementales, socio-économiques. Je pense que nous devons y participer massivement, c'est un enjeu majeur que d'avoir un TER sur le littoral. L'objectif est d'avoir une fréquence comme dans un métro parisien pour que l'utilisateur choisisse de prendre un train sur le littoral, plutôt que sa voiture. Fixons-nous cet objectif, et je pense que nos concitoyens peuvent le comprendre.

C'est un objectif transpartisan, nous ne sommes pas de droite ou de gauche sur cet objectif, nous rendons un service direct à nos habitants. Nous allons nous battre pour cet objectif, et j'incite tous ceux qui participeront à l'enquête publique, de demander à ce qu'il y ait des trains toutes les 10 minutes dans les gares du littoral. Cela sera beaucoup plus efficace que d'envisager des projets pharaoniques qui ne verront pas le jour.

Je rappelle que la gare sur le territoire de la CASA devrait voir le jour en 2050. Sincèrement, poser les problèmes avec un terme si long lorsque nous voyons que les technologies vont si vite, c'est véritablement un leurre. Il n'y aura pas de gare en 2050, il y aura peut-être autre chose, il y aura peut-être un autre moyen de transport. Nous sommes à Sophia-Antipolis, nous voyons bien que la modernité n'est pas de créer un tunnel entre Cannes et Nice pour faire passer un train qui gagnera cinq minutes dans le trajet, avec 1 milliard d'euros au kilomètre.

Nous sommes tous pressés par le temps, mais dans le livre le *Petit Prince* d'Antoine de Saint-Exupéry, il y a une jolie formule :

« Un jour, le Petit Prince rencontre un monsieur qui lui dit : j'ai inventé la pilule qui empêche de boire. Le Petit Prince lui demande à quoi ça sert, et le monsieur lui répond : je gagne une minute par jour, et en accumulant la minute par jour, à la fin de l'année je gagne quelques heures. Et le Petit Prince lui répond : moi, si j'avais quelques heures, je marcherais lentement vers une fontaine. »

Peut-être qu'à un moment donné, plutôt que d'avoir des projets très chers et inaccessibles, il vaut mieux avoir des projets plus concrets et plus réalistes. Je vous propose donc d'y participer avec cette optique de défense de la proximité et du quotidien. Nous passons au vote.

Qui est contre ? Je n'arriverai jamais à vous convaincre, et pourtant je fais tout mon possible. J'ai les bras ouverts, les délibérations sont ouvertes, mais je n'y arriverai pas.

Qui s'abstient ? Personne. Je vous remercie.

58. Régie Envibus - Protocole d'accord issu des Négociations Annuelles Obligatoires

M. Thierry OCCELLI. - Cette délibération concerne le protocole d'accord issu des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO). Au bout de cinq réunions, un accord a été trouvé entre les syndicats et la CASA, et entre la CASA et le SNTU-CFDT. L'accord porte sur l'augmentation de 5 points de la valeur des coefficients des agents en poste, à partir du 1^{er} janvier. Nous vous demandons d'approuver le protocole d'accord, et d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit accord.

Monsieur le Président. - Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne. Ce sont des mesures sociales issues des négociations obligatoires annuelles.

59. Proposition de mise en place de la gratuité du réseau Envibus pour les fêtes de fin d'année

M. Thierry OCCELLI. - C'est le cadeau de Noël de la régie Envibus par la mise en place, comme chaque année, d'une journée entière de gratuité sur l'ensemble du réseau. Cette année, cette journée sera le samedi 18 décembre.

Monsieur le Président. - Cette journée de gratuité permet aux personnes de tester le bus, leur donner envie de le reprendre le lendemain, les jours d'après, et de prendre un abonnement. Par contre, le réseau Envibus qui est déjà gratuit n'est pas « plus gratuit que gratuit », et nous ne pouvons rien faire de plus. La ligne 100 et la ligne du bus-tram resteront banalement gratuites à cette période. C'est une boutade, vous l'avez compris.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne, la délibération est adoptée.

Nous allons essayer de faire un peu de publicité pour que les gens aient envie de monter une fois dans un bus. S'ils montent une fois, peut-être qu'ils auront envie de remonter ensuite.

60. Prise de compétence facultative réseaux de chaleur

Monsieur le Président. - Nous passons aux délibérations d'Éric MELE portant sur la gestion des déchets.

M. Éric MELE. - Monsieur le Président, puisque nous venons de parler d'Envibus, je souhaite faire une petite annonce. Nous venons d'avoir la finalité de l'audit Envinet/Envibus pour l'ISO 9001. L'ISO 9001 correspond au système de management de la CASA sur ce secteur. Il est noté qu'il n'y a aucune non-conformité et aucun point sensible, que tout se passe à merveille, chez nous. Nous avons relevé une bonne maturité du système. Nous avons démarré l'ISO 9001 en 2013, cela fait donc 8 ans que nous travaillons sur l'amélioration du management, et Mme PICARD, l'auditrice AFNOR, a pu remarquer que nous avons encore amélioré cette année tous les systèmes de management Envinet-Envibus.

Je voudrais remercier Anne CHAMEROY qui pilote, en permanente, cet audit, et aussi l'ensemble des services, dont le DGA en chef Didier ROSSI, qui nous ont permis d'arriver à de telles performances. Merci beaucoup.

Monsieur le Président. - Dans ces deux thématiques fortes, nous ne sommes pas dans une situation de conflit, nous sommes dans une situation de coopération, avec une attention

particulière pour chaque personne et chaque individu. Si cela fonctionne bien, c'est aussi grâce à ce dialogue fructueux. Merci aux agents de travailler dans cet esprit, merci à Didier ROSSI qui en est la cheville ouvrière, et nous sommes très heureux d'avoir ce label de qualité. Je suis de ceux qui pensent que lorsque des agents travaillent dans de bonnes conditions, ils sont plus efficaces. Ce n'est pas l'efficacité contre le social ou l'efficacité contre l'environnemental, ce sont au contraire des choses qui s'allient. Bravo !

M. Éric MELE. - Il y a quelques années, nous avons transformé un incinérateur en une unité de valorisation énergétique. Avec la vapeur générée par l'incinérateur, nous avons pu produire de l'électricité. Il s'avère aujourd'hui qu'avec cette vapeur, nous pouvons compléter notre réseau, et faire du réseau de chaleur et de froid avec une vapeur complémentaire. Une étude a été faite, démontrant que le process pourrait être intéressant pour les riverains des communes de Vallauris et d'Antibes, des Semboules et de Puissanton, mais aussi pour des entreprises installées sur un rayon d'un kilomètre autour de cet incinérateur. L'idée est que la CASA prenne la compétence, qui est une compétence facultative, de création aménagement et entretien des gestions des réseaux de chaleur et de froid urbains. Nous devons modifier les statuts de la CASA, en ajoutant la partie compétence facultative et saisir nos 24 communes, pour accepter cette compétence spécifique. Si nous arrivons à réaliser ce projet, nous pourrions bénéficier de quelques points positifs :

- Des économies réalisées par les riverains, et ceux qui bénéficieront de ce réseau.
- Une économie pour la CASA, car nous allons engendrer des recettes qui nous permettront d'atténuer la TGAP, la taxe générale sur les activités polluantes. Vous devez savoir que jusqu'en 2025, nous allons plus que doubler cette TGAP qui est à 12 € aujourd'hui, et qui va passer à 25 €. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, elle coûte à la CASA 1 400 000 €. Elle nous coûtera par la suite 3 millions d'euros. Si nous voulons garder notre taux compétitif, il faut absolument que nous puissions continuer à amener nos déchets à l'incinérateur, donc à mieux trier. Et en engendrant des recettes, nous allons arriver à trouver un équilibre optimal pour garder notre compétitivité.

Monsieur le Président. - M. MELE a bien résumé la situation, nous avons déjà l'expérience de l'utilisation des réseaux de chaleur. Je rappelle que tout le centre-ville d'Antibes sera géré en réseau de chaleur à partir des eaux usées, et que la ville d'Antibes a été primée nationalement pour son projet sur la piscine olympique dont les bassins sont chauffés de la même façon.

Lorsque nous avons renégocié avec le concessionnaire, Veolia, nous avons obtenu que cette énergie ne se perde pas en fumée, et qu'elle soit utilisée dans un équivalent électrique de 15 000 habitants. Dans cet esprit, les 15 000 habitants sont virtuels, c'est une possibilité énergétique utilisable, mais qui n'est pas utilisable sur la proximité. Nous essayons depuis longtemps de faire en sorte que les habitants qui vivent autour de l'usine de valorisation puissent bénéficier de cette chaleur de refroidissement, étant donné qu'ils ont subi dans le passé une certaine gêne causée par l'implantation de l'usine.

Aujourd'hui, dans ce contexte, cette compétence nouvelle nous permet d'ouvrir la voie et le chemin pour faire en sorte que nous puissions étudier la possibilité. Comme M. MELE l'a très bien dit, de toute évidence, il faudra plus qu'un simple quartier d'habitation pour arriver à faire en sorte que nous ayons une valorisation. Ces études vont nous dire si nous devons utiliser cette valorisation sur une partie de Valbonne, et sur une partie de Vallauris, ce qui serait pour les entreprises de Sophia-Antipolis une image de marque, et pour les habitants une diminution des contributions financières. Ces avantages vont dans le sens d'un meilleur respect de l'environnement.

Je pense que nous sommes dans une situation dans laquelle nous pouvons lutter efficacement, en respectant l'idée de l'environnement que prône la CASA. Si nous disons que le

respect de l'environnement est synonyme d'économie financière, alors nous comprenons mieux les choses. Si vous expliquez à un usager que le fait de mieux trier ses déchets fait baisser le prix de la tonne, et que nous baissions la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères, comme nous l'avons fait par trois fois, cet usager comprend que son geste citoyen est récompensé. Nous devons instaurer le rapport « je fais de l'écologie en faisant des économies ! » Et grâce à cette délibération, nous avons la possibilité de mettre en place un projet ambitieux. C'est la raison pour laquelle nous prenons, dans un premier temps, la compétence pour lancer ensuite très rapidement les études pour voir comment utiliser toute cette énergie pour faire que le froid et le chaud soient distribués à partir de nos déchets.

Sans intervention de votre part, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne. Je vous remercie.

61. Collecte de la filière textile - Convention de partenariat avec l'Eco-organisme Refashion

M. Éric MELE. - Vous savez que nous avons 121 points d'apport volontaire pour ramasser nos textiles (textile, linge, chaussures), et deux associations qui gèrent ces 121 points : Pacôme Recyclage et Montagn'Habits sur le plus haut pays. Aujourd'hui, nous avons un éco-organisme qui s'appelle Refashion, une REP (responsabilité élargie du producteur), qui nous propose dans cette convention de nous donner 10 centimes par habitant pour nous aider à contribuer à améliorer notre communication, soit 18 000 €. Ce n'est pas énorme, mais cela va aider nos deux collecteurs qui sont des associations d'insertion à aller plus loin et plus vite.

Monsieur le Président. - Quelquefois, ce n'est pas la somme qui importe, c'est la démarche. Dans cette situation, je pense que cette démarche est à la fois associative, et elle met en avant une réflexion qui s'installe dans nos villes, et dans nos villages pour la récupération des textiles. C'est une bonne nouvelle. Je sou mets cette délibération à votre vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

62. Délégation des aides à la pierre - Bilan 2020

Monsieur le Président. - Mme NASICA va aborder le sujet de l'habitat et du logement, et en particulier de ce que l'on appelle la délégation des aides à la pierre, qui est une compétence communautaire par la volonté de la Communauté d'agglomération.

Mme Sophie NASICA. - Absolument, Monsieur le Président. Cette délibération a pour objet de compléter le bilan de l'exercice pour la période 2015-2019, en présentant le bilan de l'année 2020 dans le cadre de la délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre. Étant donné effectivement que le Conseil communautaire du 21 décembre 2020 avait déjà approuvé le renouvellement pour la période 2021-2026.

Je vais vous donner quelques chiffres concernant le parc public :

- 311 logements locatifs sociaux ont été agréés en 2020.
- 9 logements agréés en prêt social de location-accession (PSLA).

Concernant le parc privé :

- 43 logements ont été réhabilités en 2020, dont 42 logements de propriétaires occupants et un logement de propriétaire bailleur.

Mais au-delà de cette analyse quantitative, Monsieur le Président, ce bilan permet de mettre en évidence à la fois le positionnement de la CASA, mais aussi l'intérêt de notre délégation pour la mise en œuvre du PLH (Programme Local de l'Habitat).

Il est donc proposé au Conseil communautaire, Monsieur le Président, d'approuver ce bilan complémentaire de la délégation des aides à la pierre pour l'année 2020, et d'annexer ce bilan complémentaire au bilan réalisé pour la période 2015-2019.

Monsieur le Président. - Très bien. Cette compétence n'est pas obligatoire, elle a été prise par la Communauté d'agglomération. Elle permet d'avoir l'ensemble de la compétence sur l'habitat et en particulier sur l'habitat social, avec depuis quelques années un élément majeur - que nous allons renforcer avec Mme NASICA -, qui est la rénovation énergétique des logements sociaux. Là aussi, nous pensons écologie et économie. Nous ne pouvons pas demander à des personnes ayant des revenus modestes et vivant dans les logements sociaux d'avoir des factures énergétiques qui viennent complètement déstabiliser leurs budgets. Ils doivent donc bénéficier d'une aide économique que nous pouvons mettre en place, sans pour autant augmenter significativement ou de manière démesurée les charges.

C'est tout un projet que nous mettons en place, et qui malheureusement est compliqué, car la rénovation énergétique des bâtiments nouveaux n'est pas difficile, mais la rénovation énergétique des bâtiments anciens est plus compliquée. En tout cas, c'est notre volonté !

Nous passons au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

63. Groupement SIAO 06 - Renouvellement de l'adhésion et convention de partenariat 2021

Mme Sophie NASICA. - Cette délibération porte sur la convention de partenariat signé entre la CASA et l'association Groupement SIAO 06, qui est l'opérateur unique du SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation) dans le département. Je rappelle que la CASA est un des membres fondateurs de l'association Groupement SIAO 06, aux côtés de la Communauté d'agglomération du pays de Grasse, du centre communal d'action social de Cannes, et des associations Galice et ALC.

Il s'agit d'approuver cette convention de partenariat :

- Avec une contribution financière de l'État correspondant à 1,5 équivalent temps plein ;
- D'autoriser le renouvellement de cette adhésion avec une tacite reconduction, sachant que le montant de cette adhésion 2021 est fixé à 1000 €.
- De vous autoriser, Monsieur le Président, à signer cette convention.

Monsieur le Président. - Cette convention est parfaite, car elle s'intègre aussi dans une vision que nous avons de l'ouest du département avec CAP AZUR. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Nous passons au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

64. Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives (CCAPEX) - Désignation d'un représentant

Mme Sophie NASICA. - Je précise que par arrêté conjoint en date du 20 octobre 2021, le préfet des Alpes-Maritimes et le président GINESY, président du Conseil départemental, ont fixé la composition de la CCAPEX départementale, et ont institué deux CCAPEX territoriales, dont une pour notre Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis. Cette CCAPEX a pour objet la prévention des expulsions locatives, Monsieur le Président, en examinant les situations individuelles en collaboration avec les CCAS, et plus particulièrement en ce qui nous concerne avec le CCAS d'Antibes Juan-les-Pins, ainsi qu'avec les bailleurs sociaux. Aujourd'hui, il est proposé au Conseil communautaire de me désigner en tant que titulaire pour représenter la CASA au sein de cette CCAPEX territoriale.

Monsieur le Président. - Très bien. Tout d'abord, vous l'avez compris, ce sont des expulsions locatives. Il existe deux types d'expulsion : l'expulsion d'un squat n'est pas de même nature ni de même valeur juridique que l'expulsion locative. Sur l'expulsion locative, le travail qui est fait depuis longtemps à la ville d'Antibes et à la CASA est que nous n'expulsons pas brutalement les personnes, quelle que soit la date. Sur l'exécution des mesures d'expulsion, nous avons réussi, jusqu'à présent, à faire en sorte d'apporter une mesure de compensation ou d'accompagnement. C'est un élément majeur, et c'est aussi un marqueur social qui montre que la Communauté d'agglomération ne met pas à la porte des personnes uniquement parce qu'elles sont pauvres. Cette situation, bien entendu, ne s'applique pas lorsque nous avons de mauvais payeurs, et elle peut même s'appliquer à des personnes qui ont des revenus modestes, mais à condition que nous trouvions des solutions alternatives.

Je remercie tout le travail réalisé, avec les services de l'État par ailleurs, pour faire que :

- Nous ne pénaliserons pas un propriétaire qui ne reçoit plus de loyers, car il y existe des mesures financières compensatrices.
- Nous sommes aussi capables de proposer un parcours résidentiel qui ne met pas les personnes à la porte de manière brutale.

Ce terme de CCAPEX est une instance dans laquelle, au cas par cas et en amont, nous travaillons des dossiers qui nous évitent de nous retrouver brutalement dans des situations de misère sociale, et de mise à la porte.

Cette Commission de coordination demande la désignation d'une personne. Je vous propose, bien sûr, la candidature de Sophie NASICA. Est-ce qu'il y a d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Acceptez-vous que nous votions à mainlevée, et non par bulletin secret ? Je ne doute pas de votre réponse. Je vous propose d'abord de voter la délibération 64. Qui est contre ? Qui s'abstient. Personne.

Nous allons maintenant voter pour la désignation de Sophie NASICA, vice-présidente chargée de l'Habitat de la Communauté d'agglomération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne. Mme NASICA est désignée. Et je sais qu'elle fera, comme d'habitude, du bon travail.

Mme Sophie NASICA. - Je vous remercie, Monsieur le Président.

65. Commission intercommunale pour l'accessibilité - Rapport annuel 2020

Monsieur le Président. - Nous passons à un sujet complexe présenté par Gilbert HUGUES, portant sur l'accessibilité, un sujet majeur. Comment faire pour que la ville soit accessible aux personnes en situation de handicap ? C'est un sujet d'une grande complexité, axé sur des bâtiments, sur des bâtiments anciens, sur les églises de village. Le travail réalisé pour cette délibération est un travail fin, un travail de détails, mais qui est indispensable vis-à-vis du monde du handicap.

M. Gilbert HUGUES. - Je vous remercie, Monsieur le Président. La Commission intercommunale s'est réunie le 2 décembre dernier. Outre la présence de maires, un grand nombre d'associations étaient présentes ainsi que différents directeurs de la CASA. C'est un point important à signaler.

Nous avons préparé une petite présentation qui est un condensé du rapport annuel que je vous invite à lire, car il est très riche et très intéressant. Cette Commission intercommunale pour l'accessibilité ne dispose pas de pouvoirs de décision, mais c'est une opportunité supplémentaire d'échanges, de faire un point sur une thématique clé, d'écouter les remarques et les suggestions des associations ou de leurs représentants. Pour rappel, les communes de plus de 5000 habitants disposent également d'une Commission communale.

Ce rapport constate l'état de l'accessibilité du cadre bâti, de la voirie et des transports, il identifie aussi les écarts entre le rapport de 2017, établi par les préfectures, qui indique les axes d'amélioration pour les bâtiments anciens de la CASA, et liste aussi les ERP de la CASA.

Au niveau du cadre bâti, il est important de souligner qu'en 2020, toutes les recommandations, préconisations, obligations du rapport de la préfecture ont été réalisés. C'est un point à signaler. Et ceci, en plus des autres actions menées par la CASA, et les différentes communes.

- En 2020, 7 points d'arrêts au niveau de la voirie ont été rajoutés.
- En matière de transports, les associations présentes ont indiqué leur satisfaction par rapport aux programmes PANAM et HANDI MOBILITÉ, même s'il est vrai qu'en 2020, l'effet COVID a eu un impact sur la fréquentations du transport.
- Les 112 bus sont à 100 % accessibles au PMR. C'est un point également à signaler.
- Sur l'habitat, 73 logements sont totalement aux normes d'accès PMR.
- Outre l'aspect bâti ancien, si nous regardons la liste des ERP récents, le théâtre Anthéa, Nautipolis, la Bastide des Violettes et la Maison des Terroirs sont toutes aux normes. Chaque gestionnaire doit par ailleurs s'occuper du livret de suivi d'accessibilité.
- Les réalisations sont un petit peu en deçà de 2020, mais de très gros travaux ont été réalisés dans le cadre des mises aux normes par rapport à la préfecture. Nous pouvons signaler des investissements significatifs dans la commune d'Antibes, mais également à Valbonne pour 1 400 000 €, à Villeneuve-Loubet pour 237 000 €, Le Rouret pour 25 000 €. Toutes les communes, même les plus petites, n'ont de cesse d'accomplir des actions, qu'elles soient petites ou moyennes en faveur de l'accès des personnes handicapées.

L'objectif est de continuer sur cette voie, et il est important de rappeler aux différentes communes, que les directeurs et les services de la CASA sont à leur disposition. De plus, leur présence lors de ces réunions est également à signaler, car les associations nous font remonter un certain nombre de points qui peuvent nous paraître insignifiants, car nous avons cette chance de ne pas avoir ces problèmes. Ces différents points sont une source très riche d'améliorations.

L'objectif pour l'année prochaine est de faire quelques petits investissements, si Monsieur le Président et les maires l'acceptent, en vue de bénéficier des outils informatiques pour être plus performants, et pour identifier et échanger les points résiduels d'améliorations avec toutes les différentes communes. Avoir ce petit outil permettra d'être plus performant et plus réactif.

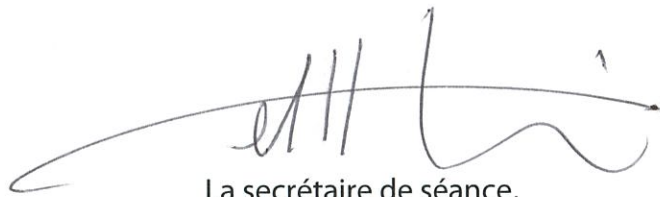
Monsieur le Président. - Merci, M. HUGUES. Il n'y a pas de vote, c'est une prise en compte du rapport. Permettez-moi au nom de Gilbert HUGUES, de moi-même et de tous les conseillers communautaires de remercier toutes les associations qui nous aident. Ancrées dans la

réalité du quotidien, elles nous aident à améliorer l'accessibilité de nos communes. Quand nous parlons d'accessibilité, nous pensons toujours aux personnes en fauteuil roulant, mais cela concerne aussi les personnes malvoyantes, les personnes malentendantes ; il est donc compliqué de créer une accessibilité.

Quant à l'accessibilité des personnes en fauteuil roulant, il faut se rappeler qu'une dame ou un monsieur avec une poussette et un enfant à l'intérieur est aussi une personne qui a quelquefois des difficultés d'accessibilité. Nous ne sommes pas uniquement sur les personnes qui sont en situation de handicap, nous sommes dans une solidarité qui améliore et adoucit la ville, en la rendant plus accessible à tous.

Je vous remercie pour ce Conseil communautaire qui, je m'en excuse, était un peu technique. Je me permets au nom du Conseil de souhaiter à tout un chacun, et aux personnes qui ont eu la patience de nous écouter jusqu'à maintenant, un très joyeux Noël, et de très belles fêtes de fin d'année.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned above the printed name.

La secrétaire de séance,

Alexia MISSANA

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/02/2022
Numéro : CC_2022_001
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès verbal de la séance du 13 décembre 2021 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : XeS2F5e

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/03/2022
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC_2022_001-DE

Acte reçu

Date : 21/02/2022
Numéro interne : CC_2022_001
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès verbal de la séance du 13 décembre 2021 - Approbation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220221-CC_2022_001-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20220221-CC_2022_001-DE-1-1_2.PDF

N